

***l'Anti*capitaliste**

n°370 | 9 février 2017 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

EMPLOIS FICTIFS, GAUCHE FICTIVE...

**NOUS
REPRÉSENTER
PRENDRE NOS
AFFAIRES
EN MAIN**



CONSTRUIRE UNE VRAIE ALTERNATIVE

Dossier

Le protectionnisme nous protège? Et qui nous protège du protectionnisme?

Pages 6 et 7

ÉDITO

Roumanie: raz-de-marée populaire contre la corruption
Page 2

PREMIER PLAN

Parrainages: touTEs sur les routes!
Page 3



ACTU SOCIALE

Aulnay-sous-bois (93): les tortionnaires de Théo remis en liberté! Page 9

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Gilbert Achcar sur le Proche-Orient
Page 12



édito

Par GALIA TRÉPÈRE

Roumanie: raz-de-marée populaire contre la corruption

Des manifestations monstres dans toutes les villes de Roumanie ont obligé le gouvernement à capituler. Le soir du samedi 4 février, le Premier ministre a annoncé l'abrogation du décret scandaleux qui avait fait descendre dans la rue les Roumains, de plus en plus nombreux depuis le 11 janvier dernier. Revenu au pouvoir en décembre 2016 après en avoir été chassé un an plus tôt suite au terrible incendie qui avait fait 64 morts dans une discothèque où les normes de sécurité n'étaient pas respectées, le Parti social-démocrate voulait faire passer en douce, par décret, un allègement du code pénal sur les délits liés à la corruption. Un petit arrangement qui aurait permis, entre autres, au principal dirigeant de ce parti, Liviu Dragnea, d'être blanchi. Déjà condamné à deux ans de prison avec sursis pour fraude électorale, il passe en outre depuis le 31 janvier en procès pour une affaire d'emplois fictifs portant sur 180 000 lei, un peu moins de 40 000 euros et donc bien loin des 900 000 euros des Fillon... Le décret prévoyait opportunément un seuil minimum de 200 000 lei en-deçà duquel les politiciens pouvaient faire leurs petites magouilles sans être inquiétés par la justice...

Mais leur plan a raté: les Roumains s'en sont mêlés, furieux d'être une fois de plus floués et humiliés, descendant dans la rue par centaines de milliers. Le gouvernement espérait en être quitte après l'abrogation du décret, mais les manifestations ont redoublé. Le voilà donc maintenant qui crie au complot et aux atteintes à la démocratie, se revendiquant de sa victoire aux législatives... où 60 % de la population se sont abstenus!

Cela fait des décennies que la corruption sévit en Roumanie, un des pays les plus pauvres d'Europe quel que soit le régime (monarchie, dictature fasciste, dictature stalinienne et « démocratie » néolibérale). Il faut dire que le pays est l'eldorado des multinationales, en particulier françaises: Renault (17 000 salariés), Engie (ex-GDF-Suez, 4 000 salariés), Airbus, Areva, AXA... Les salaires y sont bas – le salaire minimum brut est à 320 euros, alors que le coût de la vie est presque aussi élevé qu'en France –, la main-d'œuvre qualifiée, et une loi encore plus réactionnaire que la loi travail a été adoptée en 2011. Voilà qui vaut bien quelque complaisance à l'égard des pouvoirs en place!

À la Une

Emplois fictifs, gauche fictive... Nous représenter et prendre nos affaires en main, construire une vraie alternative

Les rebondissements successifs de la présidentielle révèlent une crise sans précédent des institutions et des partis qui leurs sont liés

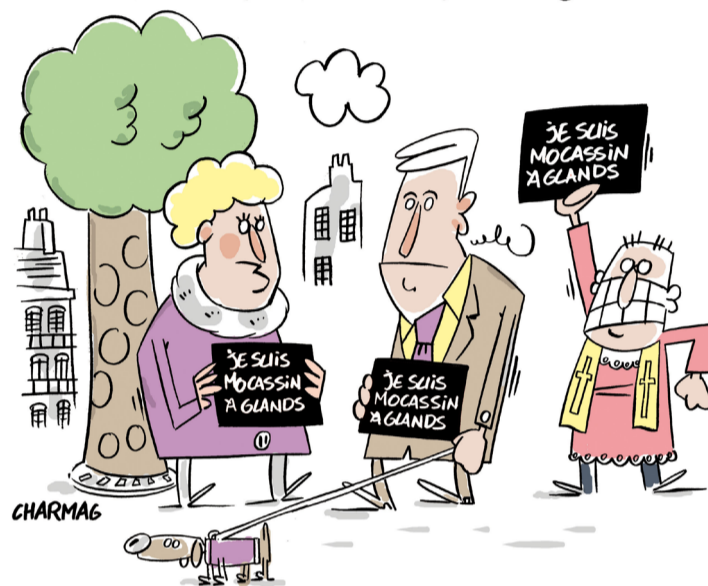
La droite semblait avoir trouvé son champion. Fillon avait emporté la primaire en bénéficiant du rejet de Sarkozy qui apparaissait comme le plus mouillé dans les affaires, le plus acoquiné avec les milieux financiers. Le vainqueur avait aussi réussi à mobiliser la fraction la plus réactionnaire de l'électorat de droite en jouant sur son image de père-la-morale. Et c'est ce même Fillon qui se prend les pieds dans le tapis (de luxe)...

Un scandale «normal»

Emplois fictifs, népotisme, appropriation d'argent public, conflits d'intérêts, trafic d'influence... chaque jour apporte une pièce supplémentaire à la panoplie complète de la délinquance-propre-sur-elle. Pénélope Fillon payée 8 000 euros par mois pour un emploi dans lequel personne ne l'a vue, puis les enfants étudiants en droits payés entre 4 000 et 5 000 euros, alors que la rémunération moyenne des assistantEs se situe autour de 2 000 euros.

Le pire est qu'il serait presque sincère quand il crie au complot tant cela lui semble normal. Normal d'employer femme et enfants? 20% des députés, de tous les groupes, emploient comme assistantEs des membres de leur famille, à tel point qu'il est désormais interdit d'en employer plus d'un! Normal de disposer de 12 800 euros par mois d'indemnité et de 9 561 euros

PÉNÉLOPE GATE:
NELI LUY-SUR-SEINE SOLIDAIRE!



d'enveloppe pour les attachés parlementaires. Normal aussi sans doute de se partager la «ristourne», ce fond commun des sénateurs UMP.

Vous avez dit «oligarchie»?

L'affaire Pénélope Fillon, mais aussi celle du groupe FN au Parlement européen (plus d'un million d'euros) et toutes celles qui ont touché des élus PS, LR ou FN... sont la partie (rendue partiellement) visible de la façon dont les élus usent et abusent des fonds publics. Le plus frappant reste le silence ou la compréhension des autres groupes politiques bien conscients que c'est tout le fonctionnement du système parlementaire de la 5^e République qui est mis en cause par une pratique «légale». Ce scandale montre pourtant l'urgence de mesures élémentaires pour limiter la rémunération des élus au salaire moyen d'un employé

ou d'un ouvrier, pour interdire le cumul des mandats limités à deux consécutifs dans la même fonction, pour en finir avec le Sénat, cette assemblée de notables élus par des notables.

Les révélations sur la famille Fillon ont aussi mis sur le devant de la scène, à la faveur de la généreuse rémunération de Pénélope Fillon pour sa «collaboration» à la désormais fameuse *Revue des deux mondes*, Marc Ladreit de Lacharrière, financier, ami de Chirac, Sarkozy et Hollande, conseiller de l'UMP-LR et du PS depuis des années... Un homme qui à lui seul illustre parfaitement le mot oligarchie. Et Pénélope n'est pas la seule à être très occupée: François a aussi une société de conseil, dont le premier client est le groupe Ricol Lasteyrie qui conseille de nombreuses sociétés du CAC 40 et multinationales (Air France, Alstom, BPCE, EDF,

Engie, Altran...). L'imbrication des pouvoirs politiques et financiers est totale.

«On ne résout pas les problèmes avec les modes de pensée qui les ont engendrés» (Albert Einstein)

Tout le système politique reposant sur les institutions de la 5^e République est ébranlé. La droite est dans une situation critique. Du côté du Parti socialiste, après l'abandon de Hollande puis la défaite de Valls, la victoire de Hamon accélère l'éclatement du PS.

Les politiques néolibérales doivent le personnel politique qui les impose aux populations. Les partis institutionnels qui ont administré les politiques d'austérité sont totalement discrédités au profit de candidats se prétendant «hors système», voire «antisystème». Le Pen et Macron en profitent. Cette élection présidentielle peut nous mener au pire, entre l'extrême droite et la droite extrême, ou à Macron, un remède qui empirerait le mal.

Avec les militantEs pour le climat, les opposantEs à la loi travail, les soutiens des migrantEs, les féministes, les altermondialistes, nous voulons trouver une issue. Nous ne sortirons pas de cette situation catastrophique avec les outils qui nous y ont conduits. Les exploités et les opprimés sont aujourd'hui à la merci des manœuvres politiques des partis qui prétendent les représenter. Nous représenter nous-mêmes, construire nos propres outils politiques, élaborer notre programme à partir des exigences portées par nos luttes, voilà ce que nous pouvons et devons impérativement faire ensemble. Il n'y aura ni raccourci ni sauveur suprême.

Christine Poupin

USA

«le mal», la finance et le pouvoir

Vendredi 3 février, un juge fédéral de Seattle nommé par Bush en 2003 a bloqué temporairement le décret interdisant l'entrée aux États-Unis pour les ressortissants de sept pays dits musulmans (Iran, Irak, Libye, Soudan, Somalie, Syrie, Yémen)...

Un bras de fer juridique est engagé. C'est un camouflet pour Trump, après les manifestations à travers le pays ou dans les aéroports et le tollé international provoqués par son geste xénophobe et raciste.

«Ridicule»

Contesté de toute part – y compris par les patrons de la Silicon Valley, puis de Wall Street, même par ceux de la première banque d'affaires au monde, Goldman Sachs – Trump défend avec arrogance son sale décret anti-immigration au nom de la «lutte contre le terrorisme»,

sinistre musique bien connue. Il a jugé «ridicule» la décision de ce «soi-disant juge», proclamant qu'elle serait invalidée. En attendant, le plus ridicule est plutôt celui qui vocifère. Le département américain de la Justice a fait appel, arguant du fait que le magistrat aurait «remis en cause le jugement du président en matière de sécurité nationale». Trump accuse ceux qui veulent l'annulation de son décret de faire le jeu des terroristes. «Aujourd'hui, nous envoyons un message uni à ces forces de mort et de destruction: l'Amérique et ses alliés vous vaincront», clame-t-il, faisant dans le même temps un geste

en direction de la Russie de Poutine auquel il ne cesse de rappeler sa confiance...

«Le mal»...

Il s'est aussi emparé de l'affaire du tir de missile balistique effectué il y a dix jours par l'Iran pour désigner son grand Satan à lui et en faire sa cible principale: «Nous devons garder «le mal» hors de notre pays. [...] L'Iran joue avec le feu, ils ne se rendent pas compte de combien le président Obama était gentil avec eux. Pas moi!».

Les États-Unis annoncent sans autres précisions vouloir lui imposer de

nouvelles sanctions, qui ne violeraient cependant pas l'accord sur le nucléaire conclu en juillet 2015 entre les grandes puissances et Téhéran. Un accord que Trump a dénoncé, s'alignant ainsi sur la position d'Israël.

Les banques à la fête

Cette démagogie agressive vise à tétaniser l'opinion pendant que le milliardaire prépare ses mauvais coups avec ses amis les banquiers. «Aujourd'hui, nous signons les principes fondamentaux de la réglementation du système financier américain», a-t-il déclaré en signant le décret remettant en cause les lois d'Obama imposant

BIEN DIT

On nous aime quand on brille dans le sport mais sinon, on se fait insulter...

ALEX, un jeune d'Aulnay cité par 20 minutes lundi 6 février, rajoutant «Ces policiers suspectés finiront par être mutés. Nous, ici, on a peu de marge de manœuvre pour bouger, travailler...»

Un monde à changer

LES BANQUES EN EXTASE. Moralisation du capitalisme, tous les dirigeants des grands pays n'avaient que ce thème à la bouche au moment de la crise économique. Parmi les points essentiels de ces discours, la réglementation des activités des banques et des mouvements de capitaux. Mais en fait, comme dans la chanson de Dalida « Parole, parole », « Encore des mots, toujours des mots, les mêmes mots, rien que des mots »...

Beaucoup de salive et de papier ont été dépensés en Europe depuis 2011 autour de projets de taxe sur les mouvements de capitaux, de plus en plus édulcorés, car le lobby bancaire veillait. En 2016 encore, dix pays de l'Union européenne, dont la France et l'Allemagne, s'étaient en principe entendus sur les contours de la taxe. Mais fin janvier 2017, le projet est officieusement enterré. Le prétexte en est le Brexit: alléchés par la perspective d'un transfert d'activité depuis Londres, les grandes places financières européennes (Paris, Francfort, etc.) font toutes la danse du ventre pour séduire les

banques internationales basées au Royaume-Uni.

Il en est de même avec la séparation des activités de dépôt de celle de banque d'affaire. La loi bancaire française de 2013 n'a pratiquement pas touché les banques: Frédéric Oudéa, le patron de la Société Générale, avait révélé que le projet de loi concernerait... moins de 1% des revenus de sa banque. Mais il y avait encore des discussions au niveau européen. Là aussi, janvier 2017 marque un tournant: le projet de séparation bancaire lancé en 2014 est en phase terminale...

Tout cela montre qu'il ne faut pas tout mettre sur le dos de Trump, même si celui-ci vient de donner satisfaction à ses copains de Wall Street: les banques seront à nouveau libres de spéculer totalement librement, et les banquiers ne seront plus obligés d'agir prioritairement dans l'intérêt de leurs clients lorsqu'ils les conseillent sur des placements en vue de leur retraite... Même si l'on peut penser que cette règle était largement théorique, tout cela est très significatif.

A lors que s'étale toujours plus la corruption et l'arrogance des politiciens professionnels, leur monopole sur la politique resterait intact? C'est inacceptable! L'obligation des 500 parrainages est un véritable procédé anti-démocratique. Le changement des règles pour cette élection renforce encore la difficulté. La reconversion des promesses en parrainages va s'avérer décisive et elle sera courte: trois semaines seulement, du 23 février (la date reste incertaine, car il s'agit de la date d'envoi des formulaires aux mairies) au 17 mars. Le but est clair, empêcher les petits candidats de pouvoir se présenter.

Alors que les candidats LR et FN sont plongés jusqu'au cou dans les scandales financiers, que le financement de la candidature Macron est lui-même douteux, cela montre d'autant plus la légitimité de notre candidature. Nous sommes les seuls à présenter un ouvrier, les seuls à porter la nécessité de rompre avec les institutions, de changer de société, et de s'appuyer sur les mobilisations des travailleurEs, de la jeunesse, et les luttes écologistes, féministes, antiracistes.

Des maires dégoûtés par la politique...

La difficulté est en grande partie liée au contexte politique. Si notre candidature est plus que jamais nécessaire, les petits éluEs sont dégoûtés par le système politique tel qu'il est aujourd'hui. Sous la coupe des communautés de communes, ils ressentent une mise sous pression de

PARRAINAGES TouTEs sur les routes!

La recherche des parrainages est dans chaque élection présidentielle une tâche particulièrement ardue. Cette année, nous ne le cachons pas, c'est encore plus difficile...



Entrez et faites-vous plaisir... PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

la part des grands partis et les restrictions budgétaires les empêchent de mener une politique correcte dans leur commune. Le mandat Hollande a fait du mal aux petits éluEs qui bien souvent ne sont pas non plus des politiciens professionnels. L'affaire Fillon en remet une couche sur le « tous pourris » qui ne nous profite que rarement, bien que cette affaire appuie le discours que nous portons sur la nécessité de rompre avec ce système. Après des primaires interminables, le scénario continue à sembler instable et cela rend nombre de maires hésitants.

... mais ouverts à toutes les discussions

Les maires que nous rencontrons sont beaucoup moins enclins qu'en

2012 à nous donner leurs parrainages spontanément, il faut souvent les revoir plusieurs fois. Cela ne veut pas dire qu'ils sont fermés. Pour certains d'entre eux, ils sont au contraire ouverts à des discussions très politiques: sur les services publics, les collectivités territoriales, l'agriculture, etc. Car n'oublions pas que si la tâche est difficile, aller voir les maires nous permet aussi de confronter nos arguments. Il n'est pas rare que des maires pose des questions sur notre programme, même si l'argument décisif reste un argument démocratique: nous devons avoir le droit de nous présenter car nos idées représentent quelque chose dans la société. Et cet argument ne cesse de prendre du poids face à la crise politique, économique,

morale du système actuel: alors oui, #2017PoutouDoitEnEtre, car notre candidature condense un profil et un programme qui répond à la situation.

La priorité militante absolue jusqu'au 17 mars

Nous devons redoubler d'efforts, et partir touTEs sur les routes, si possible plusieurs jours d'affilée. Il n'y a pas de formule magique, c'est l'augmentation du nombre de tournées qui permet d'augmenter le nombre de promesses de parrainages. Pour obtenir les 500 parrainages, nous ne pouvons compter que sur nos propres forces, garder le rythme pour les militantEs déjà largement investiEs, et entraîner non seulement tous les militantEs mais aussi nos sympathisantEs dans la nécessité de faire des tournées.

Notre candidature est en danger, nous devons donc maintenant faire de la recherche des parrainages la priorité militante absolue sur toutes les autres pour les prochaines semaines. La récolte des parrainages officiels commence le 23 février, et il nous reste 6 semaines pour convaincre... Il y a urgence!

Alain Krivine, Guillaume Vadot, Manon Labaye, Mathilde Stein, Marie-Hélène Duverger, Michèle Verdier, Mimosa Effe, Sandra Demarçq, Yvan Lemaître

quelques timides règles aux banques après la crise des subprimes. « Nous avons hâte de travailler dans un esprit bipartisan avec le gouvernement, le Congrès et les régulateurs bancaires, sur ces changements de pratiques qui conserveront les banques fortes et capables de fournir les capitaux essentiels à la reconstruction de notre économie », répondent les banquiers. Une belle unanimité!

Et le sénateur républicain Patrick McHenry, vice-président de la commission des services financiers, s'attaque directement à la dirigeante de la FED: « Il apparaît que la Réserve fédérale continue de négocier des normes réglementaires internationales pour les institutions financières avec des bureaucrates internationaux dans des pays étrangers sans transparence, sans en rendre compte et sans autorité pour le faire. C'est inacceptable », assène-t-il. Pour le capital, tout est permis... jusqu'au prochain krach!

Prendre la main

Pour se donner les moyens de poursuivre sans entrave sa politique réactionnaire au service de Wall Street, Trump met ses hommes en place. Il veut imposer Neil Gorsuch pour siéger à la Cour suprême, en centre décisif pour assurer la stabilité du pouvoir. Gorsuch, un juge de cour d'appel fédérale, est un conservateur qui appartient de longue date à la Federalist Society, une organisation réactionnaire devenue très puissante sous la présidence de Bush. Et la nomination de son conseiller en stratégie, Stephen Bannon, militant d'extrême droite, au poste de membre permanent du Conseil de sécurité nationale (CSN), indique sans ambiguïté ses intentions. L'avenir est entre les mains de celles et ceux qui ont commencé à se dresser contre la brutale offensive des classes dominantes qui se met en place.

Yvan Lemaître



Le chiffre 13 000

C'est le nombre de personnes qu'aurait pendues le régime syrien en cinq ans, entre 2011 et 2015, dans une prison gouvernementale près de Damas. Dans son rapport « Abattoir humain: pendaisons et extermination de masse à la prison de Saydnaya » rendu public mardi 7 février, Amnesty International dénonce une « politique d'extermination »...



Agenda

Mardi 14 février, réunion publique de la Société Louise-Michel, Paris.

Le Maitron avec Edwy Plenel autour de son livre *Voyage en terres d'espoir*, à 19h au Lieu-Dit, 6 rue Sorbier, Paris 20^e.

Jeudi 16 février, rencontres de La Brèche, Paris.

Présentation par Michel Husson, co-rédacteur du livre d'ATTAC *Par ici la sortie! Cette crise qui n'en finit pas*, à partir de 18h à La Brèche, 27 rue Taine, Paris 12^e.

Jeudi 16 février, réunion publique participative « premier tour social », Saint-Denis.

À l'appel de différentes structures syndicales et militantes, à 19h au théâtre La Belle étoile / Jolie Môme, 14 allée Saint-Just, La Plaine Saint-Denis.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

Si François Fillon est l'objet d'un tel acharnement, c'est qu'il veut rompre avec le conservatisme d'un système bien établi...

Le député LR ÉRIC CIOTTI, sur BFMTV, dimanche 5 février.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication:**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction:**
Manu Bichindaritz

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 22
Fax: 0148 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

2017

PHILIPPE POUTOU

GAUCHE Le rassemblement, c'est maintenant ?

Le soir même de la victoire de Hamon à la primaire de la Belle Alliance, ce dernier a appelé au rassemblement au-delà du seul PS. Et depuis, ce thème du « rassemblement de la gauche » redevient central. Mais rassembler qui et sur quoi ?

Décidément, avec cette présidentielle, nous allons de surprise en surprise. Après la sortie des sortants, c'est le « champion » des Républicains qui s'enlise dans une affaire de détournement de fonds publics, d'emplois fictifs et même maintenant de trafic d'influence, remettant fortement en cause à cette étape sa présence au second tour, voire même sa candidature. Cette crise chez les Républicains permet au PS de souffler et de reprendre un peu de couleurs avec le candidat Hamon qui apparaît aujourd'hui comme « l'homme providentiel », faisant même espérer à l'ancienne Garde des Sceaux Taubira de « redevenir une gauche de combat plutôt qu'une gauche de constats ».

Il y a encore quelques semaines, le PS était « enterré » et les candidats potentiels sondés n'étaient même pas au second tour. Désormais, Hamon commence à inverser cette tendance lourde et met en difficulté Mélenchon dans les sondages. Après avoir mis la question du « revenu universel » au cœur du débat politique, Hamon, en lançant dès sa victoire des primaires, un appel à un accord gouvernemental avec les écologistes et la France insoumise, a remis à l'ordre du jour la question du rassemblement de la gauche...

Dans les urnes... et dans les urnes ?

La réponse des principaux concernés ne s'est pas fait attendre. Après quelques hésitations, les écologistes semblent prêts : « L'idée, c'est d'aller vers un projet commun », a indiqué Jadot au JDD. Il faudra dépasser les



Je t'aime... moi non plus! DR

ego et les appareils. Si la dynamique se construit, ça finira par une candidature commune.

Le PCF, qui soutient officiellement Mélenchon (comme la corde soutient le pendu ?), ne ferme pas la porte, à l'instar de Ian Brossat indiquant que « s'il reste fidèle au programme défendu pendant la primaire, nous pourrions faire la démonstration que des convergences de fond sont possibles – notamment dans la perspective d'une future majorité de gauche à l'Assemblée nationale. » C'est certain que pour les communistes, un accord serait le bienvenu... pour sauver leurs élus à l'Assemblée nationale!

La démarche est malheureusement quasiment identique du côté d'Ensemble qui n'a pas de députéEs à sauver... certainement à gagner! Ainsi, l'organisation a adopté le week-end dernier une déclaration proposant de mettre en place un « Pacte pour une alternative à gauche » entre Hamon, Jadot et Mélenchon, ayant comme objectif « une majorité nouvelle à

l'Assemblée »... Du PS à Ensemble ? No comment.

Toujours virulent sur la forme, Mélenchon ne ferme plus la porte sur le fond, mais dimanche lors de son meeting de Lyon, il a rejeté toute idée de rassemblement d'appareils : « Ce que nous ne voulons pas, ce sont les combines et des arrangements ! » Il demande également au candidat PS de clarifier son rapport à la ligne du gouvernement, soulignant notamment que Myriam El Khomri est investie par le PS aux législatives... alors que le candidat du même PS demande l'abrogation de la loi qui porte son nom! Ce dernier lui a répondu par meeting interposé qu'il ne ferait pas tomber de têtes, affirmant que « le bilan de François Hollande ne peut pas être l'axe autour duquel nous faisons campagne ».

Construire une réelle alternative

En parallèle à toute cette agitation, plusieurs pétitions circulent pour appeler Mélenchon, Hamon et Jadot

à s'entendre autour d'une candidature commune pour cette présidentielle, en particulier face au danger FN. Une réunion s'est même tenue à Paris vendredi dernier, réunissant un peu plus de 150 personnes, avec la participation entre autre de Yannick Jadot, Guillaume Balas (député européen représentant Hamon), Pierre Laurent et Éric Coquerel... La victoire de Hamon a certes ouvert une dynamique unitaire, mais laquelle? Cette dernière ne va se construire que sur le terrain institutionnel, électoraliste, et ne sera en rien une aide pour la construction d'une force anticapitaliste, en particulier si elle a comme maître d'œuvre le représentant officiel d'un PS certes divisé... mais toujours largement rassemblé.

Ainsi, combattre le FN et les idées réactionnaires, relancer les résistances, contribuer à la reconstruction d'un mouvement ouvrier en difficulté, ne peut se faire qu'avec le rapport de force créé, parmi les travailleurEs et les exploités, par le développement d'une force politique anticapitaliste fondée sur la solidarité et la justice sociale, et non par des petits arrangements et calculs électoraux à courte vue.

La situation ouverte par la crise actuelle est nouvelle, mais pour y répondre, il est urgent de mettre à l'ordre du jour un projet émancipateur qui aborde les vraies questions, celles qui opposent nos conditions de vie aux ravages de leur course au profit : partager le temps de travail, éradiquer la pauvreté, garantir la gratuité des besoins essentiels, assurer la justice climatique, se libérer du fardeau de la dette et de la finance, défendre la liberté de circulation et d'installation... Bref, avoir envie de débattre du fond, de la lutte des classes, et pas de celle des places.

Sandra Demarcq

Agenda

Vendredi 10 février, réunion publique, Lille. Avec Philippe Poutou, à 19h salle Courmont, rue Courmont.

Vendredi 10 février, réunion publique, Quimper. Avec Christine Poupin, à 20h aux Halles Saint-François.

Mercredi 15 février, réunion publique, Bégard. Avec Philippe Poutou, à 20h à la MJC de Bégard.

Judi 16 février, réunion publique, Rennes. Avec Philippe Poutou, à 18h30 à la Maison de Quartier de Villejean, 2 rue de Bourgogne (M° Villejean-Université).

Judi 16 février, réunion publique, Paris. Avec Olivier Besancenot, à 19h au Lieu-Dit, 6 rue Sorbier, Paris 20°.

Samedi 18 février, fête du NPA Indre, Chavin. Avec Christine Poupin, à la salle des fêtes de Chavin.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NPA arguments de campagne

Les transports au cœur de la crise climatique

Pourquoi cela ne peut plus durer ?

Les transports produisent près de 30 % des émissions de gaz à effet de serre responsables du réchauffement de la planète. Des mesures drastiques s'imposent d'autant plus que la demande de mobilité s'accroît fortement. L'allongement de la distance domicile-travail, la suppression des services publics en campagne ou zones périurbaines, la pratique des loisirs, font que nous circulons de plus en plus.

Alors qu'une modification de la politique des transports est indispensable, les gouvernants de tous bords privilégient le développement du tout-voiture et du tout-camion qui ne fera qu'aggraver la situation déjà alarmante. Les entreprises du BTP, les constructeurs de véhicules et les transporteurs routiers sont favorisés, au détriment de l'environnement et du climat – épuisement des ressources du sous-sol (extraction de granulats, sable...), pollution des sols, de l'eau, de l'air (48 000 morts prématurés par an) – mais aussi au détriment des plus pauvres qui ne peuvent pas payer les déplacements dont ils ont besoin. Ce sont pourtant les mêmes gouvernants qui se vantent médiatiquement d'avoir signé l'accord « historique » de Paris sur le climat. Des guignols qui nous mènent à la catastrophe !

Quelles mesures d'urgence prendre ?

Instaurer la gratuité des transports en commun de proximité qui apporte une réponse efficace au déplacement de tous et toutes, sans discrimination de revenus, de façon moins néfaste à l'environnement. Plus encore s'ils sont nombreux, fréquents et publics, y compris dans les zones rurales. Pendant les pics de pollution, la gratuité est appliquée car elle incite à utiliser les transports collectifs, donc diminue l'utilisation de la voiture. Pourquoi alors seulement au moment des pics, alors que la pollution chronique est tout aussi néfaste ? Le constat de toutes les villes et agglomérations qui l'ont mise en place est le même : la gratuité, ça marche ! Rouvrir les gares et les lignes de chemin de fer. La politique du « toujours plus vite » favorisant les lignes ultra rapides (TGV, LGV) a siphonné les budgets de la SNCF, fait disparaître les gares et les lignes secondaires qui permettaient de circuler sur tout le territoire. La reconversion de l'industrie automobile vers des moyens de transports plus collectifs et moins polluants doit être engagée. Aller vers 100% d'énergie renouvelable exige qu'on abandonne la fuite en avant dans les énergies fossiles. Pas de demi-mesure ! Construire des voies de circulation sécurisées en nombre pour les vélos et la marche à pied. Ça ne peut concerner

tous les déplacements (pas facile quand on embauche à 5h ou termine à 21h), mais la sous-utilisation des vélos ici est manifeste, en comparaison de ce qui se passe aux Pays-Bas ou en Allemagne.

Que faire du trafic des marchandises ?

Aujourd'hui, 85% du trafic mondial se fait par la mer, avec des salariés sur-exploités, véritables forçats des mers. En France, les marchandises circulent à 85% sur la route, 9% sur les rails, 2,3% sur les fleuves. Or, le volume de fret de marchandises transportées va être multiplié par quatre d'ici 2050 (prévisions du Forum international des transports, organisme rattaché à l'OCDE). Donc les problèmes afférant (collisions, capacités portuaires augmentées, prolifération des camions, pollution...) vont encore augmenter.

Pour stopper cette évolution climaticide, il faut diminuer la production de marchandises sans rapport avec les besoins, relocaliser les productions pour cesser les va-et-vient des marchandises à travers le monde. De plus, il faut accorder la priorité au rail et au fleuve.

Comment financer ces mesures écologiques et sociales ?

C'est possible en augmentant le versement transport des entreprises, en réorientant les budgets « transports »

des collectivités et de l'État – budgets accaparés aujourd'hui par les voitures et les camions (parkings, autoroutes, roades...) au détriment du fret ferroviaire et fluvial, des bus, du vélo, de la marche à pied – et en instaurant des politiques élaborées, discutées, contrôlées par les usagerEs à partir des questions : quoi produire ? Où ? Comment ?

Le 26 janvier, le ministère des Transports a (encore) confirmé un plan d'investissement autoroutier de 800 millions d'euros portant sur une cinquantaine d'opérations qui s'ajoutent à la vingtaine de chantier déjà annoncés durant l'année 2015 par Macron... Il faut stopper tous les Grands projets inutiles imposés qui visent le toujours « plus vite, plus loin » cher au productivisme, qu'ils s'imposent comme aéroport à Notre-Dame-des-Landes, comme autoroute à l'est de Rouen, comme LGV entre Limoges et Poitiers, comme canal vers le nord de l'Europe, etc. Ces grands travaux destructeurs de terres agricoles et de milieux naturels sont inutiles aux populations et ne correspondent pas à l'organisation de la société que nous défendons.

Il faut construire les convergences entre toutes celles et ceux qui se battent sur le terrain pour sortir de la logique capitaliste dans les transports. Les luttes existent partout, coordonnons-les pour gagner !



Stop ou encore? PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO

l'Anticapitaliste la revue

Le n°84 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :
l'Anticapitaliste, 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.
Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

son public, c'était les participants aux « Assises présidentielles » du FN, organisées pendant deux jours dans la cité rhodanienne autour de sa candidate Marine Le Pen. Cet artiste – à la notoriété plutôt relative – qui apporte aujourd'hui son soutien à la candidate du FN, était auparavant proche des idées de gauche. Il y a cinq ans, il soutenait la candidature de Mélenchon...

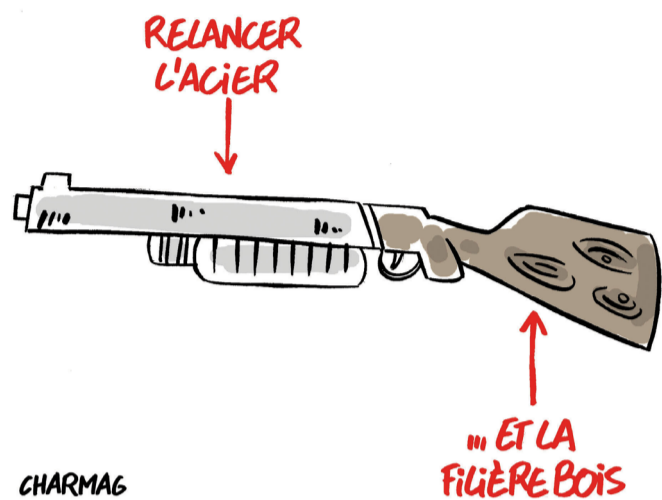
Au niveau programmatique, la candidate Marine Le Pen a avancé « 144 propositions » dans son discours d'une heure, dimanche après-midi. Ces 144 points étaient censés avoir été élaborés tout au long week-end pendant plusieurs « tables rondes », mais en réalité, leur contenu avait en partie fuité quelques jours plus tôt. Et surtout, il ne diffère guère du discours de Marine Le Pen... la candidate de 2012. Des changements en cinq ans ? D'abord, la tonalité. Tentant à tout prix d'apparaître « dédramatisé », le FN a d'abord communiqué pendant la semaine précédant l'événement de Lyon sur ce que le programme version 2017... ne comporte plus. D'abord le cas de la demande de retour à la peine de mort (sachant que celle-ci n'est plus, aujourd'hui, majoritaire dans l'opinion publique française). Le FN se réserve toutefois une possible marche arrière, puisqu'il se prononce pour des « référendums d'initiative populaire » sur le modèle helvétique, la peine de mort pouvant toujours être réintroduite par ce biais-là.

Derrière la forme, le (vieux) fond
Sur l'immigration, le ton a (très légèrement) baissé : Marine Le Pen

FRONT NATIONAL **Au programme, une comédie dramatique**

Une partie du public s'attendait à un « grand » nom... Alain Delon, connu pour ses opinions plus que droitières ? Au final, il aura eu Franck de Lapersonne, comédien qui est monté sur scène au centre des congrès de Lyon...

LE PROGRAMME ÉCONOMIQUE DU FN



propose désormais la délivrance de « 10 000 titres de séjour par an » (contre actuellement 200 000), au lieu du « zéro immigration » auparavant proclamé. Toutefois, le contenu est même devenu un peu plus radical : on y trouve l'inscription de la « priorité nationale » (anciennement « préférence nationale ») dans la Constitution, donc au-dessus des lois ; l'impossibilité de régularisation,

sur quelque fondement que ce soit, d'un sans-papiers ; la fin du droit opposable au regroupement familial ; et, bien sûr, la suppression de l'Aide médicale d'État (AME). En matière sociale, le programme tire un peu moins vers la démagogie sociale qu'en 2012, et comporte plus de mesures libérales. Ainsi le FN souhaite-t-il rendre possible aux riches la transmission à leurs héritiers par voie

de don, donc en contournant la fiscalité sur les successions : 100 000 euros tous les cinq ans, au lieu de quinze ans aujourd'hui (et dix ans dans le programme de Fillon...). Pour les salariés, on y trouve du « travailler plus pour gagner plus » dans le style de Sarkozy, avec les heures supplémentaires défiscalisées... Une mesure déjà mise en œuvre par Sarkozy en 2007, supprimée en 2012, et prônée aussi en 2017 par Fillon (ainsi que par Valls dans la campagne de la primaire du PS et de ses alliés). En 2012, Marine Le Pen avait évoqué une augmentation des bas salaires de 200 euros, une mesure financée en asséchant les caisses de la Sécu en supprimant des cotisations sociales. Aujourd'hui, rien de tel... sauf une « contribution sociale » à hauteur de 3% sur toutes les importations de biens. Le produit de cette taxe pourrait se transformer en 80 euros de prime salariale. Bilan, l'étranger, les étrangers, sont toujours celles et ceux qui sont censés payer la sortie de crise en France, sans jamais revenir sur la répartition capital travail... De ce point de vue, rien de bien nouveau.

Bertold du Ryon

MACRON **Passage en force**

Macron est sur un petit nuage : les sondages lui sont favorables et ses meetings réunissent des foules importantes...

Une mise en scène édifiente de sa personne permet à un inspecteur général des finances et ex-banquier de se dépeindre en esprit libre et indépendant, qui ne vit pas de l'argent public, contrairement à tous les autres. Ce qui lui vaut d'être taclé par 20 minutes le 2 février dernier qui rappelle que Macron n'a démissionné de l'inspection des finances qu'en novembre 2016 et qu'un autre candidat ne vit pas du tout d'argent public : Philippe Poutou, ouvrier d'usine !

Macron est sans nul doute un aventurier qui a eu les moyens financiers d'amorcer la pompe grâce à une fortune personnelle faite dans la banque Rothschild et au soutien de l'homme d'affaire Abel Hermant (récemment décédé). Ensuite, il a utilisé ses riches relations et toutes les ficelles possibles pour récolter des fonds.

Des comités à un seul adhérent...

On peut adhérer à « En marche ! » par internet, et quand on clique sur « J'adhère », le premier item qui apparaît, c'est « adhérer, c'est gratuit ! ». Le mouvement se targue de 170 000 adhérents et 3 293 comités en France et à l'étranger. Le site de « En marche ! » permet de se livrer à une première exploration de sa réalité. Sauf erreur, il y aurait sept comités sur le 13^e arrondissement de Paris : trois regrouperaient ensemble 88 adhérents, et pour les quatre autres, deux aurait 3 adhérents chacun, deux autres 2 adhérents chacun, et un aurait un unique adhérent. À Saint-Denis (93), il y aurait quatre comités : un de

12 adhérents, et trois avec 1 adhérent chacun... Donc a priori, beaucoup de comités-fantômes. En fait, tout est organisé et impulsé avec méthode par le haut : il y a plus de 50 permanents au siège. Mais la tenue des meetings montre aussi une capacité à utiliser les bonnes volontés.

Une stratégie attrape-tout

L'écho de Macron ne s'explique pas seulement par le soutien d'une partie de l'oligarchie et l'opportunisme d'élus PS déboussolés. Il est aussi représentatif de tendances réelles de la société : dans la crise des espoirs collectifs et du mouvement social, s'en tirer individuellement est pour beaucoup le seul horizon crédible. Macron martèle que ceux qui le méritent s'en tireront et qu'il va créer les

conditions pour qu'il en soit ainsi. « Ce que je défends [...] doit permettre à chacun de trouver dans son pays une vie conforme à ses espérances les plus profondes. (...) Notre volonté [est] de donner l'autonomie à tous, de permettre à chacune et chacun d'avoir une place » (citations extraites de son livre *Révolution*).

Il fait des références multiples à la France, mais se démarque habilement de la tentative de Hollande sur la déchéance de la nationalité. Macron se fait habile : « Lorsqu'on habite Stains en région parisienne ou Villeurbanne en région lilloise [il a visiblement écrit trop vite], il est plus simple de créer son entreprise et de chercher des clients que d'avoir un entretien d'embauche. » À partir de la difficulté réelle d'accès à l'emploi

des jeunes des banlieues, Macron vend en fait la dérégulation et le modèle Uber.

Macron affirme que la réduction du déficit budgétaire est nécessaire et passe par une réduction des dépenses, mais contrairement à Fillon, il se garde de préciser. Et dans ses meetings, il ne craint pas d'annoncer des mesures qui se traduiraient par des dépenses supplémentaires, comme la baisse de moitié de l'impôt sur la fortune ou, pour faire social, le remboursement à 100% des frais d'optique et des soins dentaires.

Mais l'orientation générale vers plus de libéralisme est claire. Le CICE sera transformé... mais maintenu, et les cotisations sociales employeurs encore réduites. Les 35 heures seront assouplies. Il baissera les cotisations sociales salariées mais augmentera la CSG. Enfin, il remettra en cause le statut des fonctionnaires.

Henri Wilno

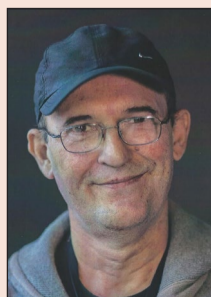
Les Nôtres

Fortement investi dans son militantisme local au NPA et très engagé dans la lutte contre les extrêmes droites, nous gardons également vivace l'image d'un camarade attentif aux autres et « foutrement » gentil. Discret sur son passé, Jean-Christophe fut pourtant à l'origine d'un des premiers groupes punk en France à la fin des années 1970, Foutre. En le questionnant un peu, le timide guitariste, fier du vinyle que le groupe venait de sortir, avait ainsi fini par nous apprendre au milieu de quantité d'anecdotes, que les Bérus avaient assuré LEUR première partie, et qu'eux-mêmes avaient assuré celle de la dernière tournée des mythiques Oberkampf. Quarante ans plus tard, le 15 octobre 2016, quelques privilégiés de son comité et une salle pleine à craquer ont eu la joie d'assister à

Jean-Christophe Pineau

Notre Camarade Jean-Christophe a lâché le manche... Militant dans le comité Ménilmontant Paris 20^e, il est décédé d'un AVC ce 25 janvier.

une remontée sur scène du groupe à Tours : l'énergie, la révolte, l'humour et un « punk 77's style » toujours au rendez-vous ont dégrasé les tympanes d'un public venu de tout le pays et qui ne voulait pas partir. Au beau milieu de la joyeuse cohue finale, Jean-Christophe, non sans humour, avait fini par lâcher au micro : « Et n'oubliez pas de voter Poutou... dès le 1^{er} tour ! » D'autre se souviennent encore des moments partagés autour d'un bon



LETIZIA LE FUR

repas, ou d'une bière dans un de ses bars préférés, à parler de nos lectures ou de nos disques préférés. Mais surtout nous nous souvenons combien nous étions contents de battre le pavé parisien à ses côtés.

Toutes nos pensées vont à ses filles dont il était si fier, sa mère, son frère et sa famille. Ciao camarade, et fais la bise à Joe Strummer de notre part !
Ses camarades



En action !

Valence (26) En réunion avec notre candidat.

Deux départements, la Drôme et l'Ardèche, sous le signe de la destruction des emplois industriels, de l'invasion nucléaire avec 14 réacteurs et deux usines, l'expansion d'une droite ultra réactionnaire et un développement du FN... Mais aussi deux départements aux multiples activités citoyennes : agriculture bio et de proximité, démocratie municipale comme à Saillans, forte mobilisation pour l'accueil des sans-papiers et des réfugiés... À Valence vit aussi la sœur jumelle d'Adama Traoré. Samedi 28 janvier, 55 personnes à la réunion publique placée sous le signe de la justice et vérité pour Adama, les jeunes assassinés dans les banlieues, les syndicalistes menacés et licenciés, les inspecteurs du travail agressés... Plusieurs associations Nuit debout, Stop nucléaire et Solidarité et langages y ont témoigné des multiples luttes. Philippe y a présenté le sens et les objectifs de notre candidature et a répondu à des interpellations sur des sujets comme la décroissance, la gauche radicale dans ces élections ou l'abandon de l'Euro. Une bien belle réunion.

Tours (37) Visite de Philippe Poutou en Touraine.

Mardi 31 janvier, à son arrivée, Philippe est passé par Albert-Thomas, un foyer menacé de fermeture qui accueille des migrants. Soutenus par un collectif d'organisations et d'habitants du quartier, les résidents et les salariés se battent contre cette fermeture annoncée le 23 décembre ! Le collectif de soutien dénonce l'attitude des pouvoirs publics locaux qui y voient un bon moyen de chasser la misère du centre ville. La rencontre avec les migrants, les salariés et leurs soutiens aura été l'occasion d'un fraternel partage d'expériences.

En soirée, environ 120 personnes ont participé à notre réunion publique. Belle participation avec pas mal de nouveaux visages dans l'assemblée. Après l'intervention d'une camarade qui a présenté les enjeux des luttes en cours dans le secteur de la santé, une des animatrices du collectif de soutien au foyer est revenue sur les raisons de la colère. Philippe a bien insisté sur le fait que pour nous, mener campagne pour les présidentielles aujourd'hui, c'est avant tout faire passer l'idée qu'il n'y aura pas de changement sans que nous prenions nos affaires en mains !



DR

Pantin (93) Olivier Besancenot en soutien.

Mardi 31 janvier, une cinquantaine de personnes se sont retrouvées en réunion. Mustapha, militant de la gauche révolutionnaire syrienne, y a rappelé les étapes de ce grand soulèvement contre un régime néolibéral et ultra-autoritaire, puis lancé un appel à la solidarité avec le peuple syrien. Les habitants du 21 rue Augier, mobilisés contre la démolition de leur HLM brutalement annoncée par la mairie ont ensuite pris la parole.

Ce sont ces luttes, dans les quartiers, les entreprises, la possibilité de faire nous-mêmes de la politique que nous voulons mettre en avant avec la candidature de Philippe Poutou, a expliqué Olivier Besancenot, avant d'exposer nos mesures d'urgence. Il a conclu son intervention en plaidant pour une nouvelle représentation politique des exploités et des opprimés : une force qui regrouperait toutes celles et ceux qui se sont battus au printemps dernier, qui aspirent à une autre société. Premier pas dans ce sens, plusieurs personnes se sont inscrites pour participer à la campagne Poutou !

Pessac (33) Meeting réussi à Sciences Po Bordeaux avec Philippe Poutou.

Mercredi 1^{er} février, notre candidat a présenté son programme devant un amphithéâtre rempli : 280 personnes. Principalement des jeunes, curieux de découvrir (ou redécouvrir) le discours que nous portons.

Une occasion de s'adresser à une jeunesse qui à travers la mobilisation « contre la loi travail et son monde » a exprimé son ras-le-bol : celui d'une société qui n'offre pas d'avenir. Chômage, conditions de travail toujours plus précaires, éducation sacrifiée... le tableau d'une société malade du capitalisme. Il est temps pour nous de relever la tête et construire la riposte. Face à la corruption et aux différents scandales (comme le « Pénélopegate ») qui en disent long de la « démocratie » dans laquelle nous vivons, notre réponse est claire : nous représenter et nous diriger nous-mêmes. Dénoncer une société dans laquelle quelques milliardaires possèdent 80% des richesses planétaires, répondre à l'urgence sociale. Une première échéance dans la jeunesse qui en appelle d'autres afin de faire entendre une autre candidature, anticapitaliste et révolutionnaire.

De l'extrême droite à la gauche, une musique protectionniste se fait entendre dans différents secteurs politiques à l'occasion de cette présidentielle. Face au chômage de masse, beaucoup retombent dans le travers que dénonçait Jean Jaurès à la fin du 19^e siècle au moment d'une offensive de la bourgeoisie française pour élever les droits de douanes : « on parle surtout de la concurrence étrangère et on néglige les autres causes du mal... C'est que la question la plus facile à résoudre semble la question douanière ». Autrement dit, au lieu de dénoncer les mécanismes de la recherche effrénée du profit par les capitalistes, on incrimine la concurrence extérieure.

Les positions des uns et des autres ne sont pas identiques. Nous ne mettons pas sur le même plan le Front national et la France insoumise. Mais il y a dans les discours pour le grand public un fond commun : rejeter sur la concurrence extérieure la responsabilité des destructions d'emplois et des fermetures d'usines. Une situation d'autant plus grave que cette chanson n'est pas sans écho chez les travailleurEs, tandis que, par ailleurs, l'élection de Trump et ses discours nationalistes marquent la situation...



LE PROTECTIONNISME NOUS PROTÈGE? ET QUI NOUS PROTÈGE DU PROTECTIONNISME?

QU'EST-CE QUE LE PROTECTIONNISME?

En matière d'échanges internationaux, les États capitalistes n'ont pas de doctrine fixe. Selon les intérêts du capital alternent des périodes où ils s'entourent de barrières douanières (protectionnisme) et contrôlent les mouvements de capitaux, et d'autres où ces obstacles sont abaissés (libre-échange).

Ainsi la France a été libre-échangiste pendant une partie du 19^e siècle, protectionniste de la fin du 19^e à la fin des années 1950, et progressivement de plus en plus libre-échangiste depuis. En 1959 est mis en place le Marché commun, ancêtre de l'Union européenne, et plusieurs cycles de négociations commerciales généralisées vont successivement s'engager. Il y a schématiquement trois composantes des échanges internationaux : les marchandises (produits de l'industrie, de l'agriculture, logiciels, etc.), les capitaux (investissements à l'étranger, achats de titres boursiers ou de la dette publique, spéculation sur les monnaies) et enfin les personnes (touristes et migrants). Ce dossier porte sur les marchandises et les mouvements de capitaux.

Tous libre-échangistes ?

Pour ce qui est des marchandises, depuis les années 1960, les barrières commerciales ont été progressivement abaissées, des traités internationaux de commerce et une Organisation mondiale du commerce ont été

mis en place. La majorité des économistes officiels se sont mis à chanter la liberté des échanges. C'est encore aujourd'hui la position dominante dans les directions des grands États capitalistes. Et la Chine prône le libre-échange. Un article de ce dossier examine ce qui se passe aux États-Unis avec Trump, mais pour l'heure, les seules limites que les bourgeoisies mettent au libre-échange, c'est l'exigence de réciprocité (j'ouvre si le partenaire fait la même chose...), car chaque bourgeoisie défend ses intérêts (cependant, les multinationales sont parfois assez puissantes pour faire prévaloir leurs intérêts). Par ailleurs, dans les négociations commerciales, il y a un aspect donnant-donnant, tous les secteurs d'une économie ne sont pas gagnants au même degré, d'où des divergences possibles entre secteurs du capital au moment de la signature des traités que les États doivent arbitrer. Enfin, subsistent des normes techniques et sanitaires variables (qui sont l'enjeu du Tafta, traité transatlantique, et de son petit frère le Ceta avec le Canada).

Mais globalement, l'internationalisation des appareils productifs se poursuit à travers le commerce international, les implantations à l'étranger, la sous-traitance. Le commerce intra-firme (échanges entre les filiales et entre les filiales et la maison mère) représenterait 40% du commerce mondial.

La liberté des mouvements de capitaux

Les mouvements de capitaux ont également été libéralisés depuis les années 1960 et l'époque où toutes les sorties et entrées d'argent étaient contrôlées : tourisme, opérations financières, investissements. Là aussi, la liberté est vantée comme répondant à l'intérêt de tous, et cette liberté est même imposée aux États endettés du Tiers monde par le Fonds monétaire international (FMI). La liberté est donc la règle, surtout pour les opérations purement financières et la spéculation. Celles-ci ont connu un développement gigantesque sans rapport avec la réalité de l'économie : ainsi, en 2007, le volume des transactions de change était presque 70 fois plus important que le commerce

mondial des biens et services. Et depuis, elles ont augmenté ! Les capitaux peuvent passer librement d'un pays à l'autre : la spéculation se déchaîne sur les titres de la dette publique des différents États, ce qui donne un grand pouvoir aux agences de notation. Celles-ci notent les États en fonction de leur conformité aux règles de bonne gestion capitaliste. Par contre, existent dans certains États des systèmes de surveillance des investissements étrangers qui aboutiraient à des prises de contrôle d'entreprises dans des secteurs « stratégiques ». Les USA (et la Chine) utilisent plus cet instrument que l'Union européenne (UE). Cependant dans l'UE aussi, de tels mécanismes existent dans différents pays : ainsi, en France en 2014, après la prise de contrôle d'Alstom par General Electric, Montebourg avait obtenu un décret renforçant le contrôle des investissements extérieurs dans certains secteurs. Mais souvent, les engagements pris au moment de la prise de contrôle d'une entreprise ne sont pas respectés... surtout ceux de maintien de l'emploi.

Henri Wilno

EXCEPTION AGRICOLE OU RUPTURE AVEC LE SYSTÈME?

Face aux chutes de revenus et aux faillites, quelles réponses ?

Alors que les entraves à la « concurrence libre et non faussée » dans le domaine agricole tombent sous les coups de boutoir du libéralisme, qu'il s'agisse des droits de douanes ou des normes qualitatives et environnementales, le monde paysan s'alarme des risques de chute des revenus et de faillites. Les différents accords intercontinentaux n'inquiètent pas seulement en France. Ainsi les producteurs espagnols d'agrumes redoutent l'ouverture des marchés européens aux oranges d'Afrique du Sud. Mais l'agriculture française s'estime particulièrement vulnérable.

Fuite en avant ou « protectionnisme intelligent » ?

Deux types de réponses émergent. La première est difficilement avouable car elle va à rebours des attentes sociales comme de l'intérêt de la grande majorité des paysans : s'adapter à la mondialisation capitaliste et rester un acteur de premier plan sur les marchés en gagnant en compétitivité, quitte à sacrifier les moins performants. Pour lutter à armes égales, il faut rabaisser les normes sociales et environnementales, accepter la banalisation des produits, ne plus limiter les intrants ni s'interdire les OGM ou les hormones de croissance. Ce discours n'est tenu par personne dans sa globalité, mais si on met bout à bout les propos de certains dirigeants de la FNSEA... Face à ce cynisme, d'autres défendent le maintien de réglementations

au sein d'un espace protégé afin de préserver l'emploi et l'environnement. La plupart souhaitent un retour à la PAC des origines, celle du Marché commun et de la « préférence communautaire » dans les échanges, avec des protections aux frontières de l'Union, d'où l'exigence d'une « exception agricole » calquée sur l'exception culturelle, préservant les produits de la terre des vicissitudes du libre-échange. Les motivations de ceux qui veulent tempérer le libéralisme sont plus sympathiques que le productivisme dévastateur, raison pour laquelle nombre de dirigeants politiques et syndicaux affectent de défendre l'inverse de ce qu'ils mettent en application. Les ministres de l'Agriculture sont experts en double langage. Mais les partisans du « protectionnisme intelligent » présentent l'agriculture

française comme un modèle fragile et menacé à préserver des méchants étrangers, en oubliant qu'elle fait à l'inverse partie des prédateurs. Nous parlons bien du système, pas de la majorité des paysans...

La France aussi exporte des poulets

La France est un des principaux exportateurs de céréales. Autres postes excédentaires : les vins et alcools, ainsi que les produits laitiers. La situation est plus contrastée pour les viandes. Le commerce extérieur des fruits et légumes est déficitaire. Cependant, l'agriculture reste le « pétrole vert » longtemps vanté. Il faut ajouter que les crises successives de l'élevage ont montré que la concurrence la plus vive était entre pays européens, alors que dans

les « domaines d'excellence », il ne s'agit pas tant de « manger et boire français » que de se disputer la clientèle des pays émergents. Pour le volet écologique et sanitaire, on ne lave certes pas les poulets à l'eau de javel, mais quelles sont les conditions d'élevages des poulets exportés congelés vers l'Arabie saoudite ? Le « protectionnisme intelligent » est inconscient dès lors qu'il ne remet pas clairement en cause la « vocation exportatrice » de l'agriculture française et le productivisme. Seul un autre modèle agricole, non subordonné aux intérêts du Capital, préservera agriculteurs et consommateurs en relocalisant une partie des productions et en respectant le développement de tous les peuples.

Gérard Florenson

PROTECTIONNISME TRUMP MET SES M



« AMERICA FIRST » ?

« À compter de ce jour, une nouvelle vision gouvernera notre nation : seulement l'Amérique d'abord », déclarait Donald Trump le 20 janvier, jour de son investiture...

« **A** cheter américain et embaucher américain »,

résume la pensée du milliardaire : menace de taxer les industriels qui délocalisent leur production, annonce de possibles taxes sur les importations, retrait du traité transpacifique (TPP) que Barack Obama avait signé, demande de renégociation de l'accord de libre-échange avec le Mexique et le Canada (Alena) ratifié en 1993 par Bill Clinton... Le président de « l'Amérique d'abord » prétend vouloir mettre un coup d'arrêt à la mondialisation pour défendre les travailleurs qui en seraient les victimes, les travailleurs américains bien sûr.

La mise en scène extravagante de la démagogie politicienne qui sert à justifier aux yeux de l'opinion ce virage politique ne peut en masquer les véritables objectifs : défendre les intérêts des multinationales américaines.

Un tournant lourd de conséquences

Les problèmes auxquels l'État US doit répondre peuvent se résumer dans les chiffres de son déficit extérieur abyssal, 475 milliards de dollars, quand, dans le même temps, l'Allemagne engrange un excédent de 300 milliards et la Chine de 265... Ainsi, la Chine et l'Allemagne détiennent de lourdes créances sur les États-Unis. Et cela dans un contexte de ralentissement du commerce mondial, alors que les flux d'investissements directs étrangers (IDE) dans le monde ont reculé de 13% l'an passé.

Cette dépendance de la première puissance mondiale à l'égard des autres puissances, alors que l'économie mondiale ralentit voire stagne, impose à l'État américain un tournant vers une politique commerciale agressive. Certes, une telle politique n'est pas entièrement nouvelle : le libre-échange « chimiquement pur » n'existe pas, et les USA ont su combiner le libre-échange avec des mesures protectionnistes en fonction de leurs propres intérêts. Mais, aujourd'hui, un seuil est franchi qui bouscule la donne à

l'échelle internationale. General Motors, Ford ou le géant de la distribution Walmart se sont prêtés au jeu avec d'autant plus de facilité que Trump leur promet une baisse du taux de l'impôt sur les sociétés, qui devrait passer de 35% à 15%, et la création d'une « taxe d'ajustement frontalier ». Les multinationales ne pourraient plus déduire le coût de leurs importations de leur revenu imposable. En revanche, les revenus tirés de leurs exportations ne seraient pas taxés.

L'ensemble de ces mesures ont des effets pervers : hausse du dollar, inflation qui seront aussi encouragées par la décision de liquider la timide réglementation financière élaborée en 2010 par Obama après la crise financière de 2008.

National-libéralisme

La guerre commerciale que déclenche Trump implique une guerre des monnaies. Il cherche à accélérer le démantèlement de l'euro, un « deutschemark implacite », en applaudissant au Brexit et en privilégiant des accords avec la Grande-Bretagne.

Les États-Unis entendent faire cavalier seul en matière de réglementation financière ou monétaire. C'est cette volonté d'échapper à toute contrainte venant d'autres pays qui explique une décision apparemment absurde, la dénonciation du TPP. Cette alliance était faite pour organiser la domination commerciale des États-Unis en Asie contre la Chine. Mais dans la guerre commerciale qui s'ouvre, les USA veulent avoir les mains entièrement libres. C'est pour les mêmes raisons que Trump n'hésite pas à attaquer les « règles biaisées » de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Les valeurs bancaires sont à la fête à Wall Street. Jusqu'à quand et à quel prix ?

Le protectionnisme de Trump, c'est un libéralisme total à l'intérieur des frontières, plus un État, son armée, qui intervient à l'extérieur pour défendre les profits des classes dirigeantes. Une guerre contre les travailleurs et les peuples qui ne peut rester sur le seul terrain économique.

Yvan Lemaitre

AUTOMOBILE : LES RELOCALISATIONS ICI SONT LES DÉLOCALISATIONS AILLEURS

Marine Le Pen s'est félicitée que Trump veuille mettre en place « un patriotisme économique et un protectionnisme intelligent » et prétend vouloir faire la même politique en France.

La crise qui a fait irruption en 2008 n'a pas fini de produire tous ses effets dévastateurs. Aux États-Unis, les firmes General Motors et Chrysler en faillite ont été renflouées grâce aux fonds publics fournis par l'administration Obama et ont restauré leurs profits. Mais cela au prix du passage des anciennes conventions collectives et de dizaines de fermetures d'usines, principalement dans la région historique autour de Detroit. Le résultat des élections américaines porte la marque de ce désastre.

Un transfert vers le sud des États-Unis étendu au Mexique

Le transfert de l'appareil de production installé dans la région historique de Detroit a commencé par le Sud des États-Unis, où Nissan, Toyota et Volkswagen ont construit leurs nouvelles usines. Ce mouvement s'est prolongé vers le Mexique, devenu en

Dans les jours qui ont suivi son entrée en fonction, Trump a dénoncé des investissements prévus par Ford, General Motors et Toyota au Mexique, menaçant en particulier d'une taxe de 35% toute voiture fabriquée à l'étranger, puis vendue aux États-Unis.

dix ans le 7^e producteur automobile mondial avec une augmentation de sa production de 70% contre seulement 10% aux États-Unis. Les flux de pièces et de moteurs en provenance des États-Unis et à destination de ces usines d'assemblage que sont les usines automobiles mexicaines, sont partie prenante d'un espace industriel de plus en plus intégré.

De la même façon, l'arrière-cour industrielle automobile de l'Europe s'étend maintenant au Maroc et à la Turquie avec une concurrence et une substitution possible des productions entre usines de cette Europe élargie. Les mêmes recettes de la mondialisation s'appliquent partout.

Des échanges d'automobiles toujours en croissance dans le monde

En même temps, les échanges mondiaux de voitures entre ces grandes zones ont continué d'augmenter, même si avec un rythme de 2,3%, il est inférieur à celui de la

production mondiale de voitures, 3% l'an depuis 2010.

En Europe, la part des exportations dans la production d'automobiles est passée de 22% en 2010 à 30% en 2015. Loin d'être un territoire « passoire », l'Union européenne est devenue, et de très loin, la principale zone exportatrice d'automobiles du monde.

Qui aime les grosses bagnoles américaines ?

Les États-Unis sont en revanche le grand pays qui affiche vis-à-vis du reste du monde le déficit commercial « automobile » le plus important. Il a augmenté de 50% depuis 2010, alors que la baisse de salaires a pourtant réduit les écarts avec les autres pays. Seuls 10% des voitures produites aux États-Unis (trois fois moins qu'en Europe) sont exportées. Le Mexique n'a rien à voir avec cela. La raison principale tient au fait que les modèles gouffres en pétrole produits aux États-Unis trouvent peu d'acheteurs ailleurs.

Les firmes automobiles nord-américaines demeurent profitables du fait de leurs profits réalisés aux États-Unis, de leurs investissements et de leurs ventes répartis partout dans le monde. Mais cela n'entraîne ni création d'emplois sur le territoire nord-américain ni équilibrage du commerce extérieur. L'industrie automobile aux États-Unis n'est pas sortie de sa crise, et les déclarations de Trump en sont le symptôme et peuvent être davantage que des gesticulations post-électorales. Le venin nationaliste distillé par Trump est une sinistre illusion. Alors que les ventes de voitures se stabilisent en Europe et en Amérique du Nord, et que les échanges automobiles se complexifient, des relocalisations ici sont nécessairement des délocalisations ailleurs. Trump, c'est la porte ouverte à la guerre commerciale qui ne « protège » ni les délocalisés ni les relocalisés.

Jean-Claude Vessilier

DANS LES PROGRAMMES ÉLECTORAUX

Comme l'indique Bayrou, **Macron** incarne « l'hypercapitalisme qui domine le monde ». Il défend la mise

en concurrence généralisée des travailleurs, sommés de s'adapter aux lois purificatrices du marché. Il est logiquement le candidat du libre-échange, même s'il souhaite que l'Union européenne « contrôle » les investissements étrangers entrants. **Fillon** est sur la même ligne. Il a approuvé le Ceta (traité de libre-échange avec le Canada), mais il adopte tactiquement une posture plus « volontariste », estimant que l'UE doit faire « plus » pour protéger « nos entreprises » face à la concurrence étrangère.

Hamon est opposé au Ceta et au Tafta. Il est pour des mesures

Petit tour d'horizon des questions protectionnistes dans les programmes des différents candidats à l'élection présidentielle...

protectionnistes au niveau européen pour faire respecter des normes sociales et environnementales. Mais au-delà de leurs différences, Macron, Fillon et Hamon ne remettent pas en cause la liberté de circulation des marchandises et des capitaux au sein de l'UE, arme majeure des capitalistes contre les travailleurs.

Après avoir été libre-échangiste dans les années 1980, le **Front national** défend un protectionnisme national, avec une taxation des importations. Le FN s'oppose aux capitalistes étrangers... pour mieux livrer les travailleurs aux capitalistes français.

Mélenchon s'oppose à la liberté de circulation des marchandises et des capitaux, et défend les principes de la Charte de la Havane (1948). Celle-ci prône la coopération plutôt que la concurrence, le contrôle des mouvements de capitaux, l'autorisation des aides d'État et l'interdiction du dumping. Mélenchon défend un « protectionnisme solidaire » au niveau national, avec des hausses ciblées de droits de douane. Il s'agit de compenser la perte de compétitivité qu'entraînerait son programme keynésien par des mesures pénalisant la concurrence étrangère. Souci de cohérence salutaire...

mais le capitalisme en crise n'offre aucune marge de manœuvre pour les réformistes, avec ou sans protectionnisme. L'impasse antilibérale. **Lutte ouvrière** s'oppose au protectionnisme, présenté comme un frein à une mondialisation perçue comme positive puisque favorisant le développement des forces productives. La lutte contre les traités de libre-échange est présentée comme une « diversion ». L'important pour LO, c'est de lutter contre le capitalisme... pas contre les armes dont se dote la bourgeoisie pour mieux nous exploiter!

Gaston Lefranc

CONTRE LA MISE EN CONCURRENCE DES TRAVAILLEURS, CE QUE DÉFEND LE NPA

Fondamentalement, ce qui pèse avant tout sur l'emploi, c'est la course effrénée du capital aux gains de productivité et au profit dans un contexte où la demande est déprimée par la compression des salaires. Dans cette course, les capitalistes utilisent toute une palette d'instruments.

Les délocalisations sont responsables d'une part limitée des pertes d'emplois. Une étude de l'Insee chiffre ainsi à 20000 en trois ans le nombre de suppressions directes de postes en France dues à des délocalisations opérées entre 2009 et 2011. Même si on double ce chiffre pour tenir compte des emplois chez les sous-traitants et fournisseurs, c'est beaucoup moins que les pertes d'emplois industriels durant la période : entre la fin 2008 et fin 2011, l'emploi industriel est passé de 3,65 millions à 3,39 millions, soit une perte de 260 000 emplois. Les suppressions d'emplois touchent d'ailleurs aussi des secteurs non délocalisables comme le BTP.

Il faut donc chercher ailleurs l'explication de la grande majorité des suppressions d'emplois. Au niveau d'une entreprise en particulier, les pertes d'emplois peuvent s'expliquer, outre parfois par une délocalisation, par toute la gamme des instruments dont disposent les capitalistes pour baisser les coûts : détérioration des conditions de travail, externalisation, filialisation, etc.

S'opposer à toutes les suppressions d'emplois

Il faut donc s'opposer aux suppressions d'emplois, quelle qu'en soit la cause, en défendant l'interdiction des licenciements, le partage du travail... Il faut construire les solidarités entre les salariéEs des

établissements d'un même groupe par-delà les frontières et également, avec les sous-traitants. Les entreprises qui licencient doivent rembourser les aides publiques qu'elles ont reçues.

Il faut refuser les traités entre pays capitalistes avancés qui rabotent les normes sanitaires et mettent en danger les services publics.

Contre la liberté des capitaux

Enfin, nous dénonçons la libre-circulation des capitaux : la spéculation sur la dette et les monnaies, la possibilité de jongler avec les paradis fiscaux, etc. Nous le faisons sans nous aliéner en quoi que ce soit sur un prétendu intérêt commun entre

patrons et salariés. Face aux vendeurs d'illusion, notre réponse c'est la lutte pour défendre pied à pied les emplois, partager le travail sans aucune baisse des salaires. Si une entreprise doit fermer ou être dépecée, que l'État intervienne sans aucune indemnisation pour les actionnaires. Au-delà, une France débarrassée du capital devra se poser le problème d'un développement sans interférence des pressions du marché international et en collaboration avec les pays qui auraient fait les mêmes choix, tout en menant bataille pour l'harmonisation des droits sociaux de tous les travailleurs du monde (et en soutenant leurs luttes).

Henri Wilno

ME: MENACES A EXÉCUTION

IT NOTRE CARPAINGS UCTION DU MEXIQUE!



TPE Très Petite Élection...

Ce vendredi 3 février a été rendu public le résultat de l'élection dans les très petites entreprises (TPE) qui se tenait, par correspondance et par internet, du 31 décembre au 13 janvier dernier...

Pour la seconde fois depuis 2012, les 4 millions et demi de personnes employées dans les entreprises de moins de 11 salariéEs, dépourvus par définition de représentation du personnel, et par les particuliers employeurs, pouvaient exprimer la préférence syndicale de leur choix.

Le scrutin n'a pas mobilisé les foules : avec une participation de seulement 7,35%, en repli par rapport au précédent exercice qui plafonnait déjà à 10,38%, seuls près de 340 000 d'entre eux se sont exprimés. Dès lors, la lecture des résultats devient toute relative.

Le report de ce dernier scrutin, suite à la contestation acharnée de la participation du STC par la CGT, ainsi que la campagne d'information à minima menée par le gouvernement, ont parachevé ce fiasco. Pourtant, l'élection avait aussi pour enjeu cette année de désigner les futurs représentantEs aux commissions paritaires régionales interprofessionnelles (CPRI), embryon de déléguéEs spécifiques à ces entreprises, instituées par la loi Rebsamen de 2015.

Et à la fin, c'est (quand même) la CGT qui gagne!

Les grandes confédérations ont toutes vu leur audience reculer d'autant, voir davantage, que la baisse de la participation, la CGT conservant de loin sa première place avec 25% des voix, à 10 points devant la CFDT (qui se voyait détrôner cette dernière), suivie de FO à 13%.

Le gagnant est incontestablement l'UNSA qui la talonne et voit, elle, son score augmenter de plus de 5% et de 10 000 voix supplémentaires. Son positionnement sur la loi travail (ni trop pour ni trop contre...), sa forte campagne de communication institutionnelle et son volontarisme en matière d'implantation dans certaines branches, sont ainsi récompensés. La CFDT, ô miracle, sauve les apparences en augmentant son pourcentage... mais en perdant des voix. A contrario, l'Union syndicale Solidaires, qui n'avait pourtant pas lésiné sur une campagne militante, voit son nombre de voix divisé par deux, et le cumul du résultat des deux CNT (qui se présentaient séparément cette année) dépasse Solidaires. Les suffrages ainsi recueillis seront agrégés à ceux obtenus lors des élections professionnelles organisées ces trois dernières années dans le privé, le tout définissant en mars prochain la représentativité dans les conventions collectives et au niveau interprofessionnel. Outre une démarche de fond d'implantation dans les TPE, le mouvement syndical, plutôt que de se plier à ce simulacre de démocratie, ferait mieux de revendiquer le rétablissement de la seule élection sociale digne de ce nom, les prud'homales, supprimées en 2014 et qui, lors des dernières organisées en 2008, mobilisait encore 25% des salariéEs, toute taille d'entreprise confondue. Merci le PS!

LD

VIVARTE « C'est la logique financière des dirigeants actuels et des actionnaires qui prime »

Entretien. Après avoir rencontré Arnaud Moujol de SUD (voir l'Anticapitaliste n°369), nous avons demandé à Karim Cherub, délégué syndical central CGT, son appréciation sur la situation si emblématique du groupe d'habillement et de chaussures.



Rassemblement le 5 janvier dernier devant le ministère de l'Industrie à Paris. DR

La consultation des CE en vue des deux PSE a commencé. Quelles sont les propositions des directions?

La première réunion du Comité central d'entreprise de la Halle aux chaussures a eu lieu ce 2 février. Cette réunion nous a donné l'occasion d'échanger avec la direction sur les causes qui ont amené l'entreprise à cette situation catastrophique, aux difficultés actuelles, à licencier des salariéEs déjà dans la précarité. Une grande proportion de ces salariéEs sont en effet à temps partiel et au SMIC. La direction de l'entreprise invoque à chaque fois les difficultés économiques, la concurrence, la mauvaise météo et la conjoncture...

Des débats houleux ont marqué cette première réunion, la direction refusant de reconnaître ses responsabilités depuis quatre ans. Des errements stratégiques, l'instabilité des dirigeants, tant au niveau du groupe que de l'entreprise, l'augmentation de prix pour rehausser les dividendes et les marges, ont fait fuir notre clientèle habituelle et populaire qui n'a pas beaucoup de pouvoir d'achat.

Le choix des mauvaises collections et l'introduction des marques du groupe ont contribué à déstabiliser la clientèle. Une chute vertigineuse des bénéfices ont fait plonger les comptes de l'entreprise dans le rouge.

Les élus ont relevé des incohérences dans la fermeture de plusieurs magasins sans aucune justification économique, car plusieurs magasins ont des contributions positives et sont situés dans des zones de chalandise importantes. Cela démontre encore une fois que c'est la logique financière des dirigeants actuels et des actionnaires qui prime. Le PDG actuel du groupe Vivarte, Patrick Puy, un fossoyeur, un destructeur d'entreprise, un spécialiste des plans de sauvegarde d'emploi au service des actionnaires vautours, est en œuvre dans son entreprise de démolisseur d'emploi. Les premières propositions sont lacunaires et très peu engageantes sur le reclassement des salariéEs menacés de licenciement.

Cette première réunion nous a permis de voter une résolution sur l'absence d'information complète

sur les licenciements d'une partie des salariéEs de l'entreprise, notamment l'impact sur la logistique.

À ce stade, les informations de la direction sont incomplètes car elle ne présente pas le projet dans sa globalité. Les élus du comité considèrent que les procédures d'information et consultation sont d'ores et déjà irrégulière, et une action en justice va être engagée si la direction ne reconsidère pas sa position.

Le gouvernement semble s'intéresser à la question. Qu'en attendez-vous?

Après plusieurs semaines de mobilisations, une médiatisation de nos actions, l'intersyndicale a été reçue par les pouvoirs publics. Les représentants des syndicats ont demandé au gouvernement de prendre leurs responsabilités en interpellant les dirigeants de l'entreprise et en demandant des comptes sur l'utilisation des deniers publics, deniers distribués au titre du CICE et des allègements de charges sur les bas salaires... dans un groupe qui licencie massivement. Le gouvernement semble prendre la mesure de la situation mais, pour l'instant, il reste dans le registre de la posture. Nous attendons des actes concrets d'intervention des pouvoirs publics dans la situation du Groupe Vivarte. Plus largement, nous demandons que des dispositions soient

prises pour créer une agence ou une structure de contrôle avec des pouvoirs injonctifs afin d'intervenir sur le rachat d'entreprise par un fort endettement, par des fonds spéculatifs (LBO) qui sont dans la rentabilité immédiate au détriment de l'emploi. Il faut une régulation par les pouvoirs publics, voire même l'interdiction du rachat d'entreprise par des spéculateurs avides de rentabilité immédiate sans état d'âme sur la situation de l'emploi et des salariéEs. L'État doit aussi s'impliquer sur le montage financier du type LBO, qui permet de se rémunérer sur la trésorerie de l'entreprise, sans partage de richesse avec les salariéEs.

Des lobbies issus de ces financiers et des actionnaires de ces fonds spéculateurs s'apprennent à faire du lobbying à l'approche des élections présidentielles pour faciliter encore plus la législation concernant le recours au montage du LBO, dans le sens de la réduction de la fiscalité sur les plus-values, déjà très clémente...

Quelles sont les perspectives de mobilisations?

Nous travaillons dans le cadre de l'intersyndicale à amplifier la mobilisation, même si nous sommes conscients que le secteur d'activité du commerce reste difficile à sensibiliser aux actions dures, compte tenu de la taille des structures (3 à 5 salariéEs), des salariéEs à temps partiel et dans la précarité. La dispersion géographique augmente encore plus la difficulté des mobilisations des salariéEs.

Une grève est aussi envisagée, mais aussi d'autres formes de mobilisation. Une pétition citoyenne a été lancée et nous mettons aussi à contribution les réseaux sociaux et les médias afin d'alerter sur les difficultés et la destruction de l'emploi à cause des financiers voraces, toujours prompt à exploiter des individus pour assouvir leurs comptes en banque.

Les négociations doivent durer encore quatre mois, et nous allons séquencer toutes les formes de mobilisation. Les syndicats ne sont pas résignés et vont aller jusqu'au terme de la lutte pour obtenir le reclassement du maximum de salariéEs.

Enfin, un autre volet judiciaire est ouvert afin de contraindre les dirigeants de l'entreprise et des actionnaires par la voie judiciaire à nommer un expert. Celui-ci devra investiguer pour rechercher si les dirigeants successifs ont réellement investi pour développer les entreprises du groupe Vivarte... ou s'ils ont œuvré à enrichir les actionnaires par le versement des dividendes.

Propos recueillis par Robert Pelletier

FNAC CHAMPS-ELYSÉES (75) En grève depuis le 15 décembre: un exemple de détermination

Un noyau d'une quinzaine d'entre eux est en grève depuis le premier jour, rejoint par une majorité de 80-90% des salariéEs lors des débrayages. Elles et ils se battent contre les horaires modulables, en particulier le dimanche, pour une prime de sous-sol, et pour le respect des droits des salariéEs en congé maternité que la FNAC se permet de sous-payer.

Les grévistes se sont constitués en collectif de syndiqués et non-syndiqués, ce qui leur vaut la méfiance des organisations syndicales à la FNAC qui n'appuient pas le mouvement. Cela n'a pas entamé la détermination des grévistes qui tiennent tous les jours un piquet de grève devant leur magasin. Les brutalités exercées par des vigiles privés engagés par la FNAC (6 jours

Les salariéEs de la FNAC des Champs-Élysées sont en grève reconductible depuis près de deux mois (voir l'Anticapitaliste n°365).



En piquet devant l'entrée du magasin. DR

d'ITT infligés à un gréviste!) n'ont pas brisé le mouvement.

Propositions «à durée limitée»...

La direction de la FNAC a refusé toute négociation pendant des semaines. Mais les grévistes ont reçu le soutien d'autres secteurs

en bagarre: les postiers de Clamart Centre, les cheminots du Bourget... Plusieurs rassemblements tenus devant le magasin, ont permis d'élargir le soutien et de dénoncer la précarité aiguë subie par les petites mains qui font tourner le commerce sur la «plus belle avenue du monde».

En sortant de l'isolement, les grévistes ont obligé la FNAC à prendre note de leur mouvement. Mais la direction n'a fait pour l'instant que des propositions à minima, avec un chantage à la signature: les propositions étaient présentées «à durée limitée»: soit les grévistes les signaient tout de suite telles qu'elles, soient elles devenaient caduques...

Correspondant

Rassemblement samedi 11 février à 16h, 74 avenue des Champs-Élysées. Soutien financier: <https://www.lepotcommun.fr/pot/14qbv5k5> ou chèque à l'ordre du CSCE (Collectif salariéEs des Champs-Élysées) à CSCE, 15 impasse Sesquiez, 92600 Asnières-sur-Seine.

NUCLÉAIRE

Démantèlement des installations: un rapport incomplet mais accablant

Selon la députée PS du Doubs Barbara Romagnan, rapporteuse de la mission d'information relative à la faisabilité technique et financière du démantèlement, «le coût du démantèlement du parc nucléaire français serait sous-estimé et, malgré quinze ans d'études, la faisabilité technique ne serait pas assurée»...

Après six mois de travaux, 70 auditions et plusieurs visites, les parlementaires constatent que la filière nucléaire n'a

pas anticipé le démantèlement de ses installations et qu'implicitement elle s'appuie sur des hypothèses qui lui sont favorables, comme la poursuite

AULNAY-SOUS-BOIS (93)**Les tortionnaires de Théo remis en liberté!**

Sentiments d'incompréhension, d'écœurement, de rage et de colère se partageaient lundi 6 février au rassemblement organisé par plusieurs centaines d'habitants du quartier « la Rose des vents ».

Interpellé jeudi soir après avoir tenté de s'interposer et de « calmer le jeu » lors d'une altercation entre jeunes du quartier et quatre policiers de la BST (brigade spécialisée de terrain), Théophile, 22 ans, respecté de tous à la cité des 3 000, sans passif connu avec les « forces de l'ordre », va voir sa vie basculer en quelques minutes. « J'ai cru que j'allais mourir » se souvient-il dans une interview réalisée de son lit d'hôpital par son avocat. Copieusement tabassé, il a ensuite été traîné par ses tortionnaires dans l'angle mort d'un bâtiment, à l'abri des caméras de surveillance, où des sévices très graves vont lui être infligés. Pantalon baissé, il est alors sodomisé avec la matraque de l'un de ses agresseurs, des tâches de sang couvrant les murs. Les tortionnaires continueront à le violenter et à proférer des insultes racistes dans la voiture qui le conduira au commissariat... Cela jusqu'à l'arrivée du SAMU qui va l'emmenner directement au bloc chirurgical pour y être opéré en urgence.

Une indignation (presque) générale...

Cet acte de barbarie, ce viol, commis par des fonctionnaires « dépositaires de l'autorité publique » suscite une énorme indignation. Le maire LR d'Aulnay, ex-syndicaliste policier, note que Théo a été « blessé et humilié » et s'oppose à la requalification pour trois des quatre flics, dans un premier temps tous inculpés pour viol (un crime passible des assises), en simple « violence volontaire par une personne dépositaire de l'autorité publique, avec arme et en réunion ». Comme on pouvait s'y attendre, le syndicat d'extrême droite Alliance Police (majoritaire dans la profession...) n'a pas hésité une seconde à apporter son soutien inconditionnel à ces singuliers collègues. Son secrétaire général adjoint, Frédéric Lagache (Lagachette ?) dénonce le « déferlement médiatique dont ils sont victimes », s'indignant « que l'on fasse le procès avant les procès »... et bien sûr ne reconnaît pas le viol. Ce déni permanent des violences policières, l'offensive pour légaliser « la présomption de légitime défense » défendue dans les manifestations sauvages de ces derniers mois approfondissent chaque jour davantage le fossé entre le mouvement social, les jeunes, et la police.

L'urgence d'une riposte collective face aux violences policières

Comme on l'a vu à de nombreuses reprises depuis le printemps dernier, la solidarité s'organise autour de celles et ceux qui sont victimes des violences policières. De nombreux collectifs de quartier tentent avec raison de dénoncer la situation intolérable



Dans les rues d'Aulnay-sous-Bois lundi 5 février, justice pour Théo! DR

à laquelle ils sont confrontés, et apportent leur solidarité aux victimes et à leurs familles. L'assassinat d'Adama Traoré en est la plus récente illustration. Mais face à l'appareil répressif de l'État que sont la police et la justice, nous avons besoin d'une réponse collective qui soit autrement plus efficace. C'est ce qu'ont compris les familles regroupées dans le collectif Urgence notre police assassine, collectif qui participera

dimanche 19 mars à la Marche pour la justice et la dignité. Le crime commis contre Théo ne doit pas rester impuni, toute la vérité doit être faite autour de l'assassinat d'Adama Traoré, et son frère Bagui doit être immédiatement libéré. C'est l'engagement que nous devons prendre collectivement dans toutes les réunions de préparation de la marche. Pas de justice, pas de paix!

Alain Pajolat

PRÉCARITÉ Les CDD explosent

Les promoteurs du revenu universel nous matraquent que c'est « la fin du travail »... C'est plutôt l'explosion de la précarité et la multiplication des « formes alternatives » au salariat à laquelle on assiste!

Dans le cadre des négociations sur la nouvelle convention assurance chômage, l'Unedic a publié une étude très révélatrice intitulée « *Marché du travail et assurance chômage* ». Il en ressort deux éléments principaux. D'abord le nombre d'embauches en CDD de moins d'un mois a doublé en 15 ans! C'est ce qui explique que, si malgré tout, la part des CDD dans l'emploi reste stable, la part des CDD dans l'embauche a, elle, augmenté. Ainsi, ce qui est appelé la réembauche (quand un salarié retravaille pour un ancien employeur) constitue une méthode de recrutement de plus en plus importante depuis les années 1990 (38% pour les CDD supérieurs à un mois, 84% pour les CDD inférieurs à 1 mois!). De plus, ce mode de recrutement s'étend aux secteurs



DR

non concernés par les CDD d'usage (par exemple dans le commerce, les services aux particuliers et même dans l'administration).

Dans la ligne de mire, la protection sociale

L'Unedic prévoit un déficit de 3 milliards d'euros en 2017, et une étude chiffre à 5 milliards le coût des allocations versées liées à cette explosion des périodes d'alternance emploi-chômage. Voilà où est le déficit! Au passage, on apprend que le pourcentage des salariés

en contrat temporaire qui sont en CDI temps plein trois ans après est l'un des plus faibles d'Europe (20%, chiffres étudiés sur la période 2008-2011). Enfin, on assiste à la multiplication des formes dites « alternatives » au salariat : de 10,7% à 11,5% en 2014 en France (de 10,7% en 2005 à 15,7% en 2015 aux USA). Auto-entrepreneuriat, « slashers »-cumul d'emplois..., des dispositifs qui contribuent tous à attaquer la protection sociale!

Correspondant

**PROCÈS
Contre le Medef et l'injustice de classe**

Parmi les centaines de procédures judiciaires en cours contre des militantEs et manifestantEs anti-loi travail, il y en a deux un peu particulières, puisqu'intentées directement par le patron du gouvernement, le Medef!

Ces deux procédures ont lieu contre huit manifestantEs, intermittentEs, intérimaires, précaires qui, le 7 juin dernier ont occupé le siège du Medef dans le cadre de la lutte contre la loi travail et pour la défense de l'assurance chômage.

La première procédure vise Loïc de la compagnie Jolie Môme et de la CGT Spectacle, co-organisatrice de l'action. Il est accusé de violence contre le responsable de la sécurité du Medef... alors que c'est cet individu qui l'a agressé. L'affaire sera traitée le 11 septembre prochain, plus de 15 mois après les faits...

Mais une deuxième procédure s'est ajoutée le 8 novembre dernier (après 5 mois, de réflexion ?). Sept militantEs, parmi lesquels Cyril également membre de la Cie Jolie Môme, étaient convoqués à la Sûreté et placés en garde à vue. Sur la base de film, ils sont accusés par le Medef de dégradation d'un des rideaux de sécurité du local. Pour avoir bloqué ce rideau afin d'éviter des blessés, les sept se retrouvent poursuivis... le Medef osant leur réclamer 27 000 euros!



Cyril et les autres « invités » du Medef. DR

C'est le Medef qui est coupable!

Comme l'a rappelé un des inculpés, lors de la soirée de soutien organisée le 3 février au Shakirail qui a réuni plus de 300 personnes, il faut être le plus nombreux possible ce vendredi 10 février¹ pour exiger la relaxe et affirmer qu'il n'est pas question de filer un euro, même symbolique, au Medef!

Non seulement, celui-ci n'en a pas besoin, vu que les profits du CAC 40 ont encore flambé cette année (+ 14 milliards par rapport à 2015 !), mais en plus, c'est le Medef qui devrait être condamné à indemniser les grévistes, les blessés, les interpellés et les inculpés du mouvement en tant que commanditaire de la loi travail!

Pour leur rappeler qu'ils n'en ont pas fini avec nous, que les poursuites ne viendront pas à bout de la solidarité, retrouvons-nous le 10 février... et après!

Cathy Billard

1 - À partir de midi devant le tribunal de grande instance de Paris (métro Cité).

du programme électronucléaire. Ce rapport relève des faits déjà connus mais qu'il est toujours bon de rappeler. L'ensemble des installations nucléaires construites il y a plus de 40 ans est concerné. EDF compte 58 réacteurs à eau pressurisée (REP) en fonctionnement et neuf réacteurs à l'arrêt définitif (Marcoule, Bugey, Chinon, Saint-Laurent, Chooz...), Brennilis (eau lourde), Superphénix (réacteur au sodium). S'y ajoutent les usines nucléaires Areva comme Georges-Besse 1 à Tricastin, FBFC-AREVA à Romans-sur-Isère, les installations civiles et militaires du CEA ainsi qu'à terme d'autres installations du cycle, comme l'usine Melox à Marcoule et l'usine de retraitement de La Hague... EDF et l'État français misent sur l'allongement de la durée de vie des

centrales de 40 à 60 ans. Cette stratégie permet de retarder le démantèlement. Ce pari semble surprenant et audacieux à la députée « car EDF n'a pas reçu l'aval technique de l'Autorité de sûreté nucléaire pour la poursuite et le prolongement de ces centrales ». Mais surtout ce rapport élude la question de fond...

Faut-il démanteler les sites nucléaires?

Les industriels - Onet Technologies, mais aussi Areva qui a constitué une filiale « valorisation des sites » ou encore Veolia associé au CEA - voient là un nouveau marché juteux de ponction des fonds publics. Mais un démantèlement signifie la création d'une masse considérable de déchets

radioactifs, transportés sur toutes les routes de France avec les risques que cela comporte, qui s'ajouteraient aux déchets existants. Leur volume, évalué à 1 320 000 m³ en 2010, devrait passer à 2 700 000 m³ d'ici 2030. On ne sait déjà plus quoi faire des déchets nucléaires, à part les enterrer définitivement à 500 mètres sous terre pour les plus radioactifs (CIGEO) ou dans d'immenses hangars (CSA, dans l'Aube). À Bure avec CIGEO, mais aussi à Bugey avec ICEDA (Installation de conditionnement et de stockage de déchets activés), des luttes s'organisent parmi la population. Pour le NPA, l'arrêt nécessaire de toutes les installations nucléaires ne peut se faire en toute sécurité qu'à la condition de tout conserver sur le site

lui-même (à l'exception peut-être de quelques sites en zone de tremblement de terre ou d'inondation), en interdisant tout transport et toute dispersion des déchets radioactifs. Une fois un site vidé de son combustible, on le condamne, on le sécurise et on le garde sous surveillance. Les terrains où sont implantés des réacteurs sont de toute manière perdus à jamais. Le démantèlement devient un marché attirant pour le capitalisme nucléaire : fabrication de remblais routiers, utilisation des métaux contaminés... pour construire de nouvelles installations nucléaires. Il convient donc dès aujourd'hui de s'opposer à celui-ci avec vigueur.

Commission nationale écologie

Version intégrale sur le site du NPA



Enfin sortit du nucléaire! PHOTO:THEQUE ROUGE/MILU

PHILIPPINES

Au nom de la drogue, Duterte en guerre contre les pauvres



Duterte entouré de ses plus fervents supporters... DR

Amnesty International vient de publier un rapport accablant sur la situation aux Philippines. Elle juge que la « guerre à la drogue » permet une guerre meurtrière contre les pauvres.

Depuis l'annonce de la victoire électorale de Rodrigo Duterte, plus de 7 000 personnes ont été tuées dans le cadre de la « guerre à la drogue » déclenchée par le nouveau président. On sait le peu de cas que ce dernier fait des droits humains. Accusé de crimes contre l'humanité, le secrétaire à la Justice Vitaliano Aguirre II répond impavide qu'il ne peut y en avoir, puisque les victimes, des criminels, ne sont pas humaines, ne font pas partie de l'humanité ! Le rapport d'Amnesty International met à jour un véritable système de mise à mort. Duterte a promis l'impunité aux agents de police exécutant les basses œuvres. Les incitations à tuer sont venues, de façon répétée, des plus hautes autorités, et prenant une forme sonnante et réverbérante : « Nous sommes toujours payés à la confrontation [à savoir, un meurtre]... Le montant varie entre 8 000 pesos [environ 150 euros] et 15 000 pesos [280 euros]... Ce montant se comprend par tête. Donc si l'opération vise quatre personnes, cela fait 32 000 pesos... Nous sommes payés en liquide, en secret, par le quartier général... Il n'y a pas de prime pour les arrestations. On ne reçoit rien du tout », a expliqué ce policier à Amnesty¹. Tuez et vous serez rémunérés, ne tuez pas et vous en serez pour vos frais !

Et maintenant l'armée...

Les entreprises de pompes funèbres s'y mettent aussi. Elles paient des commissions aux policiers qui leur fournissent un cadavre. Et en passant, les « forces de l'ordre » volent les victimes... Tirana Hassan d'Amnesty International relève que « pour l'essentiel, la police a systématiquement ciblé des pauvres et des personnes sans défense dans tout le pays. [...] Ceci n'est pas une guerre contre la drogue, mais une guerre contre les pauvres. Sur la base de preuves inconsistantes, des gens accusés d'utiliser ou de vendre de la drogue sont tués pour de l'argent dans le cadre d'une économie de meurtre. »

Bien évidemment, le système en vient à dérapier. Fort de leur impunité, des agents des forces de l'ordre s'en sont pris non pas à un pauvre mais à un homme d'affaires sud-coréen qu'ils ont assassiné au quartier général de la police, avant de faire chanter sa famille. Cette fois, le scandale a forcé la présidence à réagir. L'implication de la police dans la « guerre à la drogue » est officiellement suspendue, le temps d'une « réorganisation »... Du coup, Duterte se tourne vers l'armée pour qu'elle s'implique directement dans la lutte contre la drogue. On n'arrête pas le progrès... Dans le même temps, un terme a été mis aux négociations de paix engagées à Oslo avec le Parti communiste des Philippines. Ce dernier a en effet annulé le cessez-le-feu mis en œuvre depuis août 2016. La réponse de la présidence ne s'est pas fait attendre : « J'ai dit aux soldats de se préparer à une guerre longue. J'ai dit que la [paix] ne viendra pas pendant notre génération » (le Monde.fr, 5 février). Le pays s'enfoncé toujours plus dans une violence multiforme. Les résistances populaires se poursuivent, mais dans des conditions toujours plus dangereuses.

Pierre Rousset

1 – Le Monde du 1^{er} février. <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article40216>

ITALIE Nouveau gouvernement, vieux problèmes

Le résultat du référendum du 4 décembre dernier, le rejet du projet de loi du gouvernement et du patronat qui prévoyait de modifier la Constitution dans un sens antidémocratique et autoritaire, était le reflet du mécontentement d'une majorité de la population.

Ce mécontentement visait les politiques d'austérité et de limitation des droits poursuivies ces dernières années par les différents gouvernements, dont le dernier fut dirigé par Matteo Renzi qui a démissionné après la défaite. Une satisfaction de courte durée, car en fait, il a réapparé comme secrétaire du parti assurant la majorité au nouveau gouvernement qui est un copié-collé du précédent, dirigé cette fois-ci par Gentiloni, son fidèle lieutenant. L'ex-chef du gouvernement apparaît aujourd'hui en difficulté : la Cour constitutionnelle a rejeté une partie de sa loi électorale, et dans le Parti démocrate (PD), il y a des tensions et des gros mots volent, parmi lesquels « scission ». Une recomposition est en cours dans les élites politiques, que ce soit à droite ou à « gauche ».

Une opposition à construire...

Dans une tentative de prendre sa revanche, Renzi voudrait des élections politiques anticipées, tout comme le Mouvement 5 étoiles et la Ligue du Nord de Salvini qui espèrent obtenir des succès dans les urnes. Mais d'autres secteurs politiques (parmi lesquels une partie du PD) s'y opposent, tandis que la bourgeoisie ne souhaite pas de nouveaux incidents de parcours, préférant s'en tenir au gouvernement actuel jusqu'à la fin de la législature (2018) pour affronter la difficile situation économique. Le vote référendaire exigeait quelque chose de plus, à condition qu'il y ait une opposition réelle,



Gentiloni et Renzi : messes basses contre le monde du travail. DR

solide, qui dépasse le cri dépité d'électeurs qui individuellement introduisent un bulletin de vote dans l'urne, se contentant de la « démocratie moderne » électronique des « cela me plaît » et des « oui » ou « non » des petits plébiscites à la Beppe Grillo, dont le mouvement vit actuellement une période difficile. Puisque cette opposition n'existe pas et que sa construction semble être un objectif difficile et lointain, le jeu politique retourne dans les mains du bloc bourgeois dominant qui a appuyé jusqu'au bout les choix « à la dure » de Renzi.

En fait, très peu a changé. Bien au contraire, car ce fut sans difficulté (mais ici il s'agissait de sauver les banques...) que le nouveau gouvernement a trouvé 20 milliards d'euros, contrairement aux « non » (le déficit budgétaire ne

le permettrait pas) que l'on nous oppose toujours quand il s'agit de renouveler les contrats des fonctionnaires ou de refinancer les services publics. Pour les banques au bord de la faillite (ou déjà en faillite), c'est un problème qui concerne le rapport entre la finance et les entreprises. Dans la liste noire des grands débiteurs défaillants qui ont fait tomber la banque Monte Paschi di Siena, en l'amenant à cumuler 47 milliards d'emprunts toxiques, il y a du beau linge de la société italienne.

Dans le même temps le gouvernement est en train de mettre en œuvre une contre-réforme de l'école publique. Il a aussi conclu un accord avec l'Europe et un des gouvernements libyens pour des opérations honteuses dans les eaux méditerranéennes afin d'empêcher les migrants africains de rejoindre

l'Italie. Tout autre chose que le droit d'asile pour celles et ceux qui fuient la guerre et la famine !

Pour combattre les reculs

Les dernières données statistiques officielles indiquent la persistance d'une situation difficile, avec l'augmentation de la pauvreté absolue et relative, la baisse des revenus, la diminution de l'espérance de vie (surtout dans les classes populaires) et une augmentation générale du chômage. Le chômage des jeunes augmente pour atteindre les 40 %, pendant que les personnes âgées de plus de 60 ans continuent à rester au travail, empêchées de partir à cause des contre-réformes sur les retraites.

La réforme récente du code du travail a rendu les conditions du travail encore plus précaires. Mais cela doit rester comme ça, selon la décision de la Cour constitutionnelle qui a déclaré que le référendum, qui envisageait la suppression des règles concernant le licenciement des salariés, était irrecevable... malgré les trois millions de signatures recueillies par la Cgil.

La décision de la Cour constitutionnelle tient compte des directives qui émanent du gouvernement européen : supprimer les mesures de protection des travailleurs et libérer le marché du travail des « droits ». Au même moment, les directions syndicales sont en train de signer avec les patrons des contrats nationaux de branche qui rendent aux entreprises une grande partie des droits sur les salaires et les conditions de travail qui avaient été gagnés lors des luttes des années 1960-1970.

Tout cela se passe malgré des oppositions significatives qui se sont manifestées dans des secteurs importants, mais malheureusement minoritaires, de travailleurs et travailleuses combattives. La question centrale reste la capacité du mouvement ouvrier de reprendre l'initiative et de redevenir un protagoniste social et politique.

De Rome, Diego Giachetti
(Traduit par Ross Harrold)

MALI Bien loin de la success story

Selon Hollande, « Les terroristes ne contrôlent plus aucun territoire, la démocratie a repris son cours, les élections ont eu lieu(...). Ibrahim Boubacar Keita est l'élu du peuple malien, l'économie repart, et la réconciliation, avec les accords d'Alger, est en cours. »¹



Hollande-Keita, visages de la Françafrique. DR

Dans son discours d'inauguration du sommet Afrique France, François Hollande s'est décerné un auto-satisfecit sur la situation malienne. La réalité, hélas, est tout autre.

Une paix virtuelle

Les actions des groupes armés dans le nord du Mali ne cessent de s'amplifier à tel point que la mission de l'ONU, la Minusma, est l'opération qui enregistre le plus de victimes en son sein depuis l'intervention de l'ONU en Somalie en 1990. Dans le même temps, le journal *Jeune Afrique* révèle² que la région de Taoudénit est entièrement contrôlée par les djihadistes d'Ansar Eddine et les milices de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) qui, par ailleurs, est partie prenante des accords de paix d'Alger.

L'action militaire de la France n'a nullement réussi à démanteler les réseaux djihadistes qui sévissent dans le nord du pays. Elle les a éparpillés, obligeant l'armée française à transformer son opération Serval au Mali en opération Barkhane sur les cinq pays de la zone sahélo-saharienne (Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad).

Quant aux accords de paix d'Alger, au bout de deux ans, ils ne sont toujours pas appliqués. La violence perdure, nourrie par les

affrontements violents entre la Plateforme (milices Pro Bamako) et la CMA et des attaques djihadistes. Les violences sont telles que les représentants de l'État ne peuvent rejoindre leur poste : seuls 37 % des fonctionnaires sont sur place, avec les conséquences pour la population, notamment au niveau de l'éducation et de la santé³.

Une démocratie malmenée

Quant à la reprise de la démocratie évoquée dans le discours de

Hollande, elle est bien mise à mal au vu des nombreux scandales de corruption qui touchent le pouvoir. Sans parler du népotisme d'Ibrahim Boubacar Keita, le président, dont le fils et autres neveux se retrouvent propulsés à des postes importants de l'appareil d'État ou de l'administration.

Les dernières élections municipales, avec une participation en moyenne de 43 % et seulement de 23 % pour Bamako, révèlent la désaffection de la population pour la classe politique.

Mais la situation se dégrade aussi dans la région de Mopti dans le centre du pays. Des violences récurrentes entre communautés Peul, Tamasheq et agriculteurs, sont en train de miner la cohésion de la société. Une situation idéale pour les djihadistes qui utilisent ces conflits armés pour s'implanter et recruter notamment des jeunes Peuls. Ce nouveau foyer de crise au Mali pourrait empirer si Bamako continue de répondre aux griefs de marginalisation des Peuls dans cette région par une politique stigmatisante et répressive.

Quant à la situation économique du pays vantée par Hollande, le fait qu'un quart de la population soit en situation d'insécurité alimentaire⁴ en est un cinglant démenti.

Paul Martial

1 – François Hollande à Bamako samedi 14 janvier 2017

2 – <http://www.jeuneafrique.com/399195/politique/mali-an-apres-creation-region-administrative-de-taoudeni-toujours-contrôle-de-cma-daqqi/>

3 – Rapport du secrétaire général sur la situation au Mali S/2016/1137 du 30 décembre 2016

4 – idem

Bande dessinée

44^e festival d'Angoulême : un très bon cru !

Du 26 au 29 janvier s'est tenu le 44^e festival de BD. Pas un succès de fréquentation, avec une baisse de 10 % par rapport aux éditions d'avant les attentats de 2015, mais une programmation de qualité...

Des expositions bondées et des récompenses incontestables qui ont effacé les couacs de l'édition précédente (absence de dessinatrices dans la liste des sélectionnés au Grand Prix, appel au boycott des auteurs et cérémonie de clôture affligeante de mauvais goût).

Sous le patronage de Will Eisner

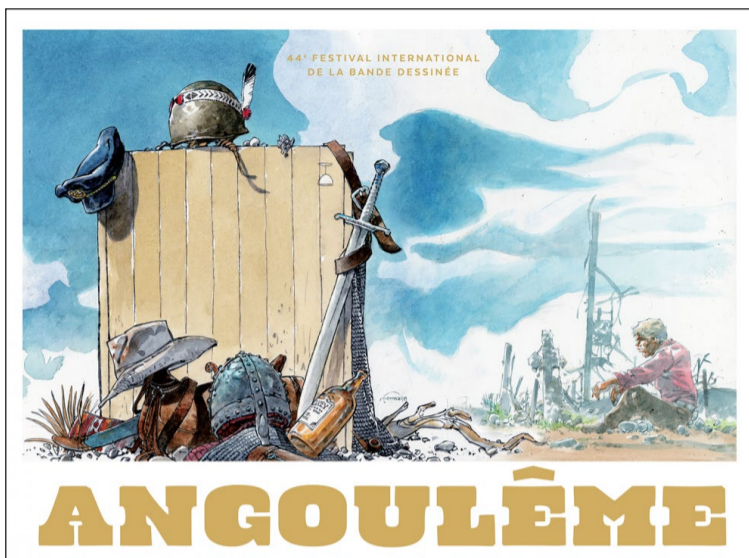
Grand Prix du festival d'Angoulême dès 1975 (un an seulement après la naissance de l'événement), Eisner aimait Angoulême qui le lui rendait bien. Il était normal que, l'année du centenaire de sa naissance, la Cité internationale de la bande dessinée et le Festival unissent leurs efforts pour rendre hommage à l'un des géants de la bande dessinée du 20^e siècle. Will Eisner connu en effet deux carrières. Créateur en 1940 du *Spirit*, référence indémodable en matière de bande dessinée policière, série à la fois palpitative, ironique et sexy, Eisner devint, trente ans plus tard, le plus éminent initiateur, avec Art Spiegelman, des *graphic novels*, ces romans graphiques qui ont révolutionné la bande dessinée mondiale. Will Eisner est décédé en 2005.

Des expositions époustouflantes

Outre, l'expo Will Eisner, les installations consacrées au Grand Prix 2016, le belge Hermann, à Valérian, le voyageur spatio-temporel inventé par Christin et Mézières et adapté au cinéma par Luc Besson (sortie en juin 2017) n'ont pas désempilé. À noter que le buste de Valérian a été réalisé par Laurent (spécial clin d'œil), un ami de l'auteur de ces quelques lignes. Mais les visiteurs les plus avertis auront surtout été époustoufflés par les 150 originaux du maître japonais Kuazuo Kaminura (1940-1986), créateur du « gekiga » : c'est un genre du manga spécifiquement destiné aux lecteurs adultes qui se distingue par la profondeur psychologique de scénarios sophistiqués mettant en scène un monde où l'élégance, la sensualité et la sexualité, sont au cœur des préoccupations.

Un Fauve d'or en or massif

Eric Lambé, 20 ans après son premier album, voit son travail récompensé par la remise du Fauve d'Or (meilleur album de l'année) pour *Paysage après la bataille*, un album à l'épure qui frise parfois l'abstraction et le dépouillement. Éric Lambé, avec Pierpont au scénario, parvient à nous rendre Fanny et les quelques autres résidents du camping du Ruisseau aussi vrais que si nous les connaissons avec leurs failles



et faiblesses. Ces personnages nous touchent, nous interpellent, nous ébranlent dans nos certitudes, quand le silence s'efface pour laisser la magie du dessin opérer.

Cosey consacré par le Grand Prix

Le Suisse avait déjà eu des albums primés à Angoulême pour des épisodes de sa série *Jonathan* et pour des romans graphiques qu'il fut le premier à développer en Europe. C'est donc l'ensemble de son œuvre qui est aujourd'hui reconnu à un moment où Cosey, âgé de 66 ans, cherche à relancer sa carrière par l'adoption d'un noir et blanc révolutionnaire. À découvrir à Angoulême en 2018... **Sylvain Chardon**

Exposition

Cy Twombly

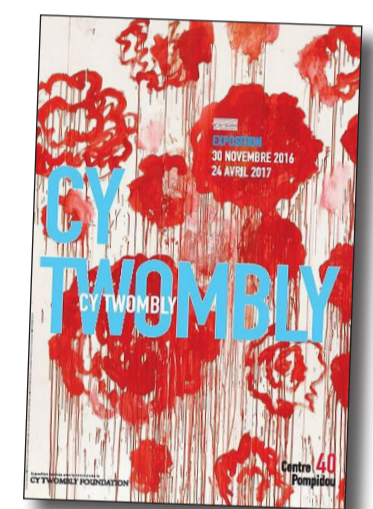
Centre Pompidou jusqu'au 24 avril 2017

Beaubourg célèbre un des plus grands artistes contemporains, Cy Twombly (1928-2011) : une rétrospective exceptionnelle qui retrace 50 ans de création à travers 3 cycles/séries monumentales *Nine Discourses on Commodus* (1963), *Fifty Days at Iliam* (1978) et *Coronation of Sesostris* (2000). Cela fait suite à l'exposition de 2004 *50 ans de dessins* consacrée à ses œuvres sur papier, mais quel que soit le support, les œuvres inclassables de Cy Twombly mêlent le dessin (ici à la mine de plomb ou crayon à la cire), la couleur, rare par taches isolées, et l'écriture lisible ou non, les ratures, les

effacements, les salissures du fond. Avec comme toujours des références à la culture littéraire (Yeats, Mallarmé et Rilke, etc.), à l'histoire antique (Rome, la Grèce, l'Égypte), voire archaïque dans les sculptures du plus méditerranéen des peintres américains (il vivait et travaillait en Italie). Mais nul discours, pas de produit, mais un geste.

Ce qu'en disait Pierre Restany : « *Son graphisme est poésie, reportage, geste furtif, dévouement sexuel. (...) Il n'y a ni syntaxe ni logique, mais un frémissement de l'être, un murmure qui va jusqu'au fond des choses.* »

Dessin, peinture, écriture ? C'est certainement Roland Barthes qui en parle mieux : « *Cy Twombly dit à sa manière que l'essence de l'écriture, ce n'est ni une forme ni un usage, mais seulement un geste qui la produit en la*



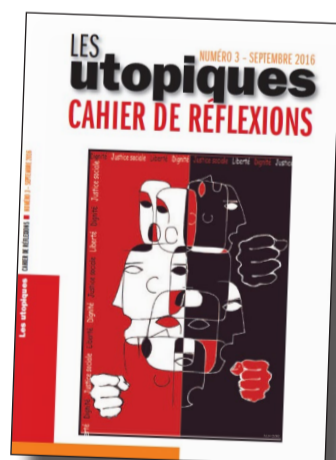
laissant traîner : un brouillis, presque une salissure, une négligence.» **Ugo Clerico**

Revue

Les Utopiques

Cahier de réflexions de l'Union syndicale Solidaires

Depuis mai 2015, l'Union syndicale Solidaires publie une revue semestrielle de réflexions nommée *les Utopiques*. L'objectif de cette nouvelle revue est simple : être un outil pour contribuer à l'émancipation collective et individuelle des travailleurs et des travailleuses en prenant un certain recul par rapport à l'actualité. C'est une revue couvrant l'ensemble du champ syndical et ouverte à des contributions extérieures.



Et il faut le dire, depuis son premier numéro, cette revue de réflexions, mais pas uniquement théoriques,

atteint son objectif de nous faire réfléchir à des sujets divers et variés mais centraux comme la lutte syndicale contre le fascisme, le droit de propriété, le féminisme, l'environnement, le droit de grève, le syndicalisme de transformation sociale, l'internationalisme, la démocratie et même le foot...

Sorti il y a quelques mois, le numéro 3 de cette revue (trop rare dans le champ syndical) en est une nouvelle illustration, avec des articles sur le temps de travail, le droit au logement, mai-juin 1936 ou encore le désir de vacances et de voyages. À lire et à suivre.

Sandra Demarcq

Pour plus d'infos, pour s'abonner : <https://www.solidaires.org/-Les-utopiques->

Cinéma

Un paese di Calabria, Shu Aiello et Catherine Catella

Sortie le mercredi 8 février

Un village de Calabre renaît avec l'arrivée des réfugiés... En 1998, un bateau de 200 réfugiés kurdes accosta à Riace, à l'extrême sud de l'Italie. Depuis un quart de siècle, ce village de Calabre a accueilli plusieurs milliers de réfugiés. Si la plupart ont poursuivi leur chemin vers les métropoles, certains se sont logés dans les nombreuses maisons abandonnées du village, et la population locale est ainsi passée de 900 à 2100 personnes. L'association Città Futura (Ville du futur) s'est alors créée, liant l'accueil des réfugiés à la reconstruction et au développement du village. Riace est aujourd'hui considéré comme un modèle d'accueil. Les écoles et les



commerces y ont rouverts, et chacun bénéficie de cette activité renaissante. Une nouvelle équipe de foot a même vu le jour. Mais l'heure est venue des élections, et l'opposition soutenue par la mafia souhaite ravir le pouvoir au maire de gauche. Alors que les populations locales et immigrées vivent en harmonie, les habitants sauront-ils défendre ce qu'ils ont su construire ensemble ? Domenico Lucano, devenu maire de Riace en 2004, est aujourd'hui une des figures de la gauche alternative. Il inscrira sa commune au « programme national d'accueil en 2001 », avant d'impulser l'association Città Futura qui aujourd'hui gère l'accueil de 400 réfugiés de 22 nationalités différentes. Cette démarche d'ouverture sur le monde lui vaudra l'opposition farouche et silencieuse de la mafia locale, voyant d'un mauvais œil ce projet alternatif qui pourrait influencer les immigrés surexploités dans des conditions proches de l'esclavage dans les grandes plantations maraîchères. Riace est l'un des rares villages à s'être porté partie civile contre la 'Ndrangheta, le combat contre la mafia et pour l'accueil des migrants faisant partie d'un même projet politique.

Un Paese di Calabria est un documentaire de qualité, motivant et engagé. À ne pas manquer.

Romain Prunier

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie
★la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44

Fax : 01 49 28 52 43

contact@la-breche.com

Roman jeunesse

Jan, Claudine Desmarteau

Éditions Thierry Magnier, 2016, 14,50 euros

Connue pour la série *le Petit Gus*, l'auteure s'inspire du personnage d'Antoine Doinel des *Quatre Cents Coups* de Truffaut, au féminin, avec des parents dont le couple explose en vol, un placement en foyer et en famille d'accueil, un

projet de fugue et une envie irrésistible d'aller voir la mer... Jan est la contraction de Janis, comme Joplin. Le père de la fillette l'a prénommée ainsi en raison du culte qu'il voue à la chanteuse morte en 1970 à l'âge de 27 ans. Quand il « met du Janis Joplin

à fond, on peut être sûr qu'il est bourré et ça lui fait couler des larmes ».

Entre une mère, vendeuse de chaussures, déprimée, et son père chômeur, aimant et doux, mais qui boit beaucoup, Jan encaisse, se débat pour exister. Heureusement, il y a son petit frère qui lui donne la force d'affronter. Et puis, il y a ses copains, son prof de français... Un jour, sa mère, qui décide de rompre avec son père rentré ivre mort, s'en va alors que son père s'écroule sur le sol, Jan appelle les pompiers et c'est l'engrenage.

Son frère et elle sont confiés à un foyer puis à une famille d'accueil... La vie déraile, un « provisoire » qui semble sans issue. Jusqu'au jour où Jan met un plan sur pieds : elle va fuguer. Avec son petit frère, et son nouveau pote du foyer, elle ira jusqu'à la mer inspirée par le héros des *Quatre Cents Coups*, film vu en classe de français dont elle est tombée amoureuse.

Un beau roman de révolte, de tendresse et de sensibilité, une histoire sans fin. **Yvan Lemaître**

